

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'IMPOT

SUR LES

Bénéfices de l'Exploitation agricole

EN ALGÉRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 décembre 1934 à 14 heures

PAR

Alexandre GIACOBBI

JURY :

MM. ALLIX, Doyen de la Faculté	<i>Président.</i>
OUALID, Professeur	} <i>Suffragants.</i>
MAUNIER, Professeur	

ALGER

IMPRIMERIE BACONNIER FRÈRES

—
1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550423_0074

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE MÉDECINE

L'IMPOT

sur les

Bénéfices et Exploitation agricole

La Faculté a nommé pour examinateurs
Monsieur le Docteur [nom] et
Monsieur le Docteur [nom]

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée par

Monsieur [nom]

Docteur en Médecine

**La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises dans
les thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'IMPOT

SUR LES

Bénéfices de l'Exploitation agricole

EN ALGÉRIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 décembre 1934 à 14 heures

PAR

Alexandre GIACOBBI

JURY :

MM. ALLIX, Doyen de la Faculté	<i>Président.</i>
OUALID, Professeur	} <i>Suffragants.</i>
MAUNIER, Professeur	

ALGER

IMPRIMERIE BACONNIER FRÈRES

1934

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'IMPOT

sur les

Bénéfices de l'exploitation agricole

EN ALGERIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 14 mai 1914 à 14 heures



ALGERIE

L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES
DE
L'EXPLOITATION AGRICOLE
EN ALGÉRIE

AVANT-PROPOS

L'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole est parmi les impôts cédulaires sur le revenu celui qui réunit les critiques les plus nombreuses et les plus justifiées ; pour les commerçants, les industriels et les salariés, il constitue un privilège « le privilège fiscal des ruraux ».

L'histoire des Finances de l'ancien régime, de la Révolution et de notre époque nous révèle cependant la continuité de l'effort accompli par les gouvernants et les législateurs dans le but de réaliser l'égalité devant l'impôt. Les économistes, les écrivains eux-mêmes ont souligné l'importance des problèmes financiers dans la vie d'une nation, et ils les ont étudiés sous leurs différents aspects : politique, économique, social. En 1695, Pierre Le Pesant de Boisguillebert dénonce les privilèges fiscaux, dans « Le Détail de la France » : « Pour satisfaire à tous les besoins de l'Etat, écrit-il, et remettre les peuples dans leur ancienne opulence, il n'est point nécessaire de faire des miracles, mais seulement de cesser de faire violence à la nature ». En 1706, dans le « Factum de la France », il déclare que « Le corps de l'Etat est comme le corps humain dont toutes les parties et les membres doivent également concourir au commun maintien, attendu que la désolation de l'un devient aussitôt solidaire, et fait périr tout le sujet ». Un peu plus tard en 1707, Vauban, dans « La Dîme Royale » proclame la nécessité de la Contribution proportionnelle de tous les sujets de l'Etat aux charges de l'Etat. A cette époque, les difficultés budgétaires s'aggravent ; la

levée du dixième du revenu des biens du Royaume est décidée le 14 Octobre 1710 par Louis XIV : « après, déclare-t-il, que les avis des personnes qui ont une connaissance plus parfaite de l'état de nos finances, et de la véritable situation des peuples de notre royaume ont été examinés en notre conseil, nous n'en avons point trouvé de plus juste et de plus convenable que de demander à nos sujets le dixième du Revenu de leurs biens. » (1)

La recherche de l'égalité fiscale est aussi la préoccupation des économistes étrangers; à cet égard, il faut citer la « Règle de Justice » d'Adam Smith : « Les sujets de chaque Etat doivent contribuer aux dépenses du Gouvernement, autant que possible, en raison de leurs facultés respectives, c'est-à-dire en proportion du revenu dont ils jouissent respectivement sous la protection de l'Etat ». (2)

Ces idées trouvent leur première application dans la Constitution de 1791, en tête de laquelle est placée, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen votée le 27 Août 1789. Cette déclaration proclame au chapitre XIII, que, « Pour l'entretien de la Force publique et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable ; elle doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés ». Mais, afin de respecter le secret des fortunes, les Assemblées de la Révolution décidèrent d'évaluer ces facultés, au moyen du système *indiciaire*, ou système des signes extérieurs. Cette méthode aboutit à asseoir l'impôt direct sur des fictions (3), à ne taxer que les seuls

(1) Marcel Marion. « Les Impôts Directs sous l'ancien régime ». Page 269. Paris Edouard Cornély et Cie 1910.

(2) Adam Smith. « Richesse des Nations ». Livre V, chapitre II, section II.

(3) Edgard Allix. « Traité Élémentaire de Science des Finances et de Législation Financière ». Cinquième Edition, page 466. Paris Rousseau et Cie.

faits ostensibles, à ignorer la qualité personnelle du contribuable, et les revenus qui ne se laissent pas connaître au moyen des signes extérieurs.

La contribution mobilière, et la patente subsistent encore de cette législation, et alimentent en partie les budgets départementaux et communaux.

Quoiqu'il en soit, notre système fiscal actuel substitue à l'impôt indiciaire, l'impôt sur le Revenu établi en tenant compte des facultés du contribuable, de sa situation de famille; il tend en conséquence à réaliser l'égalité des charges fiscales. En la matière, les lois organiques, dans la Métropole, sont la loi du 15 Juillet 1914 et la loi du 31 Juillet 1917, établissant la première, un Impôt Général sur le Revenu, la seconde des Impôts Cédulaires sur les Revenus. En Algérie, c'est la décision de l'Assemblée des Délégations Financières en date du 21 Juin 1918, homologuée par un Décret du 30 Novembre 1918, qui a transformé le système d'Impôts Directs.

Cette législation combla certes bien des lacunes ; mais elle eût pour principal objet de procurer au Trésor les ressources massives que les anciennes Contributions Directes, les « quatre vieilles » étaient désormais, dans l'impossibilité de produire.

L'Impôt sur les Bénéfices de l'Exploitation Agricole, en Algérie, malgré de réelles imperfections, ne mérite pas les critiques adressées à ce même impôt en France. C'est ainsi qu'il ne saurait être question d'étendre à son sujet, la conclusion de M. François Piétri sur la fiscalité agricole métropolitaine (1) « Une Immunité fiscale de principe, clairement motivée et sciemment voulue, vaudrait mieux pour les agriculteurs eux-mêmes, que ce simulacre d'impôt, qui n'apparaît que comme une faiblesse du législateur ou la cote mal taillée d'un marchandage politique ».

(1) François Piétri. « Justice et Injustice Fiscale ». Page 47, septième édition. Editions Tallandier, Paris.

Néanmoins, il faut reconnaître que les colons algériens ont été jusqu'à ce jour très favorisés : cette exception ne saurait se justifier en Droit.

Dans cette étude, nous nous garderons d'opposer « aux ruraux » les autres catégories de contribuables ; une pareille attitude serait en opposition avec notre but, qui est de rappeler les principes essentiels de la Science des Finances trop souvent oubliés. Nous pensons en effet, que la contribution de spécialistes à l'étude des problèmes intéressant la vie économique et sociale du pays n'est jamais inutile ; leurs solutions, tirées de l'expérience, et de l'étude du Droit tendent, lorsqu'elles sont proposées de bonne foi, à corriger les erreurs des lois, dont la multiplicité explique l'imperfection.

Plus particulièrement, en matière fiscale, où la Justice paraît difficile à réaliser, à tel point qu'on s'est demandé si la notion de fiscalité et l'idée de justice ne s'opposent pas, il est bon de souligner les défauts, les lacunes de textes souvent votés à la hâte pour faire face à une situation budgétaire délicate. A cet égard, qu'il nous soit permis de citer le projet de réforme fiscale dressé par le Syndicat National des Membres de l'Administration des Contributions Directes ; ce travail dont le mérite ne saurait échapper aux techniciens de l'Impôt, est une nouvelle preuve de l'intérêt de la collaboration de tous, à l'œuvre du redressement financier du pays.

CHAPITRE I

L'Agriculture en Algérie

TITRE I

Par sa géographie, l'Afrique du Nord « appartient au monde méditerranéen. Par sa formation géologique, par son climat, par les productions de son sol, elle se rapproche de l'Espagne, de l'Italie et du Midi de la France » (1).

En Algérie, pays essentiellement agricole, on trouve en effet toutes les cultures méditerranéennes : vignes, céréales, primeurs, agrumes, oliviers. Le vignoble, dont « l'aire s'éloigne assez peu du littoral » (2), fait l'objet de vastes et riches exploitations. La superficie en production est passée de 30.482 hectares en 1881, avec 288.549 hectolitres à 373.095 hectares en 1933, avec 16.730.596 hectolitres. Mais cette culture a pris une extension toute particulière au cours des dix dernières années. Le tableau ci-après, dressé par l'Annuaire de la Viticulture Algérienne « Les Vins Algériens » (3) en donne une idée :

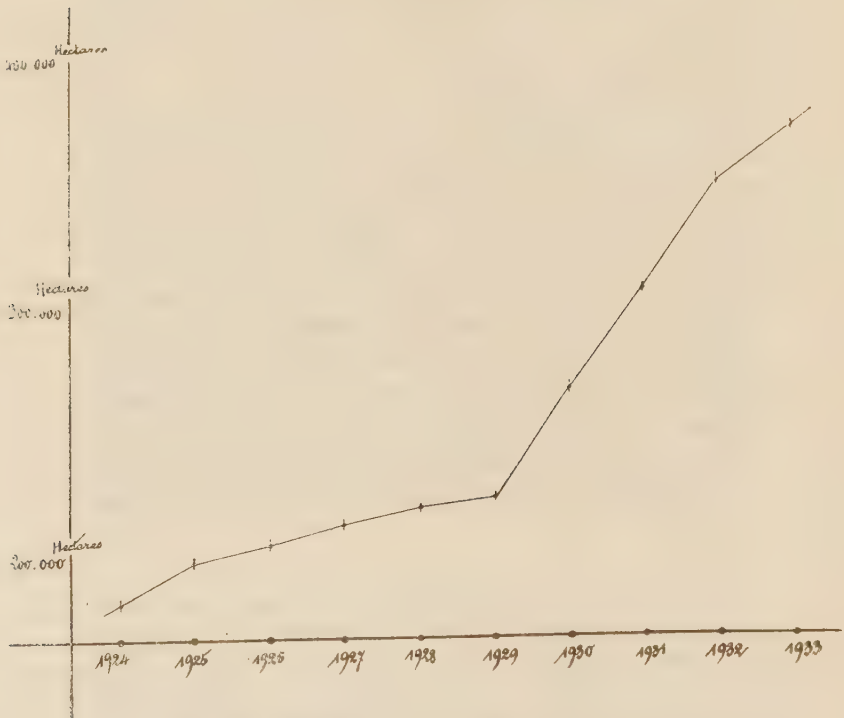
(1) Arthur Girault « Principes de Colonisation et de Législation Coloniale ». Tome IV, troisième partie, page 2. Sirey 1927, Paris.

(2) Jean Blottière « Les Productions Algériennes ». Cahier du Centenaire. IX Publication du Comité National Métropolitain du Centenaire de l'Algérie, page 20.

(3) L'annuaire de la viticulture « Les Vins Algériens ». Publication 1933. « La Voix des Colons », 12, boulevard Baudin, Alger.

1921:	188.476	hectares en production	9.784.991	hl.
1925:	201.467	—	12.336.115	—
1926:	206.087	—	8.379.142	—
1927:	215.647	—	8.031.499	—
1928:	221.756	—	13.666.623	—
1929:	226.499	—	12.832.430	—
1930:	270.985	—	13.561.385	—
1931:	311.986	—	15.053.462	—
1932:	351.952	—	18.314.892	—
1933:	373.095	—	16.730.956	—

*Graphique de la Superficie des vignobles
en production*



On voit que jusqu'en 1929, la superficie des vignobles en production a été légèrement croissante. C'est surtout depuis 1929 que l'accroissement est devenu important, puisque l'augmentation annuelle est de : 40.000 hectares environ. — De 1924 à 1933, la superficie des vignobles en production a doublé.

Il importe, par ailleurs, de noter que la superficie totale des vignobles, y compris ceux encore improductifs, est passée de 166.000 hectares en 1921, à 551.952 hectares en 1932 (D.P. 1933-4-318).

L'intensité de la production viticole, il est vrai, est un fait économique mondial. De 1900 à 1909, cette production s'élevait à 150 millions d'hectolitres, elle atteint aujourd'hui un total de 185 millions (D.P. 1932-4-68). Ce manque d'équilibre entre la production et la consommation a déterminé, en Algérie comme en France, une crise viticole particulièrement grave. Pour y porter remède, le législateur est intervenu en votant les lois du 4 Juillet 1931 (1), et du 8 Juillet 1933 (2), sur la viticulture et le commerce des vins, auxquelles il faut ajouter les Décrets du 18 Juillet 1934 (3), et du 22 Septembre 1934 (4).

A côté des vignes qui tiennent le premier rang en Algérie, en raison de la richesse de leur production, il faut placer les terres à céréales, avec leurs trois millions d'hectares, qui occupent la dépression de l'Atlas Tellien et les Hauts Plateaux :

« 1.400.000 Ha dans le département de Constantine,
900.000 Ha dans celui d'Alger,
700.000 Ha en Oranie » (5).

Citons enfin les oliveraies avec 14 millions d'arbres, les orangers et les mandariniers avec 7.000 Hectares produisant 750.000 quintaux de fruits, les pommes de terre, 400.000 quintaux, les tomates, 100.000 quintaux.

(1) J.O. du 5 Juillet 1931.

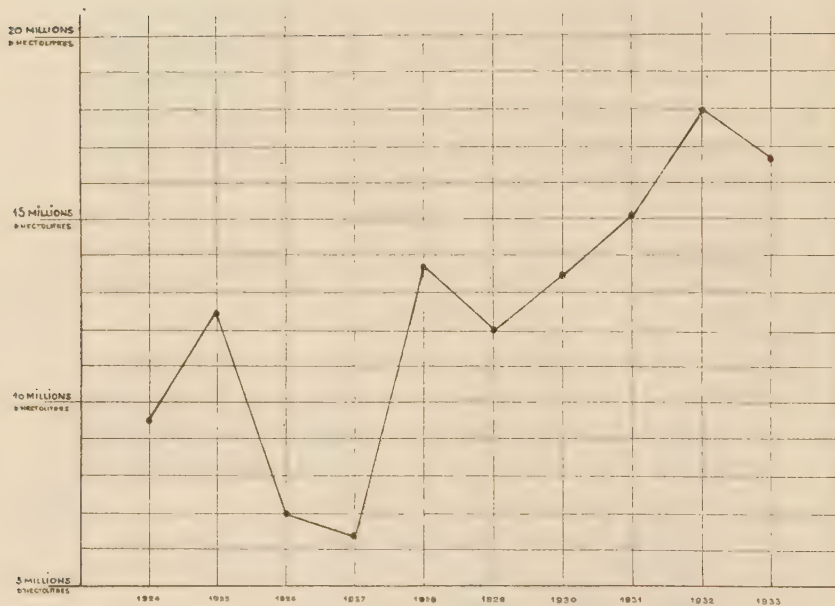
(2) J.O. du 13 Juillet 1933. Rectificatif du 22 juillet.

(3) J.O. du 19 Juillet 1934.

(4) J.O. du 23 Septembre 1934.

(5) Jean Blottière. (Op. Cit.) page 15.

Graphique de la Production



La courbe de la production ne varie pas régulièrement comme celle de la plantation. Ce fait s'explique par les résultats :

- 1) déficitaires des années 1926 & 1927.
- 2) importants des années 1925 - 1928 - 1932.

AFRIQUE DU NORD ÉC



Dressée et dessinée par le Commandant P. Pollacchi.



Cette production agricole, sensiblement la même que celle des rives méditerranéennes toutes entières d'Europe, d'Asie, d'Afrique « offre néanmoins en Algérie un caractère très particulier : le petit exploitant y est rare, alors que dans la métropole, tout au contraire, le morcellement de la propriété est considérable. Voici un exemple tiré d'une statistique de 1892 :

Catégorie d'exploitants	Nombre d'exploitants	Superficie
Moins d'UN Ha.	2.235.000 (39 0/0)	1.325.000 (2,7 0/0)
de 1 à 10	2.618.000 (46 0/0)	11.245.000 (22,8 0/0)
de 10 à 40	711.000 (12,5 0/0)	11.314.000 (29 0/0)
Plus de 40	139.000 (2,5 0/0)	22.493.000 (45,5 0/0)

(Pierre Reboud. Précis d'Ec. Politique. Tôme I, page 303. Lib. Dalloz, 1929).

La statistique de 1909 donne sensiblement les mêmes résultats. (1)

« En réalité, ajoute M. Reboud, dans les grandes exploitations (plus de 40 hectares), figuraient 5.700.000 Ha. de bois et 3.900.000 Ha. de terres non cultivées ; la part des grandes exploitations formées par des terres cultivées était ainsi ramenée, à 13.000.000 d'hectares.

Combien différente, est la propriété en Algérie, « le pays des latifundia », selon l'expression de M. Antonelli (2). La contenance des immeubles non bâtis y atteint 18.023.251 Ha., dont 6.209.237 Ha. détenus par 66.372 européens et 11.814.014 Ha. détenus par 524.086 indigènes, soit une moyenne de 93 pour les premiers et 22 pour les seconds (3). La

(1) Charles Gide. « Cours d'Economie Politique », page 250. Librairie du Recueil Sirey (7^e Edition 1923).

(2) Chambre, 2^e Session Extraordinaire 1929. Ann. 2.697 Page 570.

(3) Annuaire Statistique de l'Algérie 1926-1927, pages 282 à 284.

lecture de l'Annuaire de la Viticulture Algérienne de 1933, (Op. Cit.) fournit à ce sujet des renseignements intéressants : nous relevons dans une commune du département d'Alger

15	exploit. viticoles en production de	50 à 100 Ha.
9	— — — —	100 à 200 Ha.
2	— — — —	200 à 300 Ha.
1	— — — —	308 Hectares.
1	— — — —	503 Hectares.

Ailleurs, on relève des exploitations viticoles de 120, 150, 144, 661, 770 hectares. Les grands domaines sont encore plus nombreux dans les régions affectées à la culture des céréales ; ceux de 1.500 hectares ne sont pas rares. Les deux plus vastes sont : celui de la « Compagnie Genevoise de Sétif » et celui de « La Compagnie Algérienne ». Le premier occupe 14.518 hectares, confiés au métayage. Le second occupait 100.000 hectares dont 6.000 dans le département d'Alger, 4.500 dans le département d'Oran, 89.500 dans le département de Constantine ; mais il faut ajouter que 5.350 hectares seulement sont directement exploités sur les 70.850 hectares qui lui restent (1).

Nous avons négligé, jusqu'ici de parler de l'élevage. C'est que « les colons, — nous ne disons pas l'administration, — se sont en général désintéressés de cette branche de la production agricole et ne s'y livrent qu'assez rarement. (2)

Pour beaucoup d'Indigènes au contraire, le bétail est la principale ressource, mais « ils le gardent avec les procédés de Jacob chez Laban ». (3) Quoi-

(1) Passeron « Les Grandes Sociétés et la Colonisation dans l'Afrique du Nord ». Imp. Typo-Litho, Alger. Thèse 1925.

(2) Jean Blottière (Op. Cit. page 61).

(3) E. F. Gautier « L'Evolution de l'Algérie de 1830 à 1930 » Cahier du Centenaire de l'Algérie III, page 64.

qu'il en soit, le recensement de 1930 accusait l'existence en Algérie de :

6.200.000 moutons
4.000.000 chèvres
900.000 bœufs
350.000 chevaux et mulets
300.000 ânes.

Ce tableau succinct de géographie économique serait incomplet, si on passait sous silence l'aide que la colonie apporte aux agriculteurs par la création d'institutions de crédit mutuel et de coopération agricoles. — D'après une brochure (4) publiée par la Direction des Services Economiques du Gouvernement Général de l'Algérie, les résultats suivants ont été obtenus :

« Dans le domaine du crédit, les prêts à court terme des caisses de crédit mutuel, qui ne dépassaient pas en 1920, 10 millions de francs, ont atteint en 1931, 535 millions. Les prêts à long terme en cours au 31 Décembre 1931, s'élevaient à 21 millions. Les prêts à moyen terme, à la même date, s'élevaient à 13 millions.

« Dans le domaine de la coopération, alors qu'il n'avait été créé en 16 ans, de 1904 à 1920, que 49 sociétés coopératives, il en a été créé 257 en 11 ans, de 1921 à 1931, de telle sorte que leur nombre total est de 306 au 1^{er} Janvier 1932 ». —

Ainsi, dans la grande colonie de l'Afrique du Nord, les facteurs de la production, terre, travail, capital, concourent à la richesse agricole presque exclusivement. Devant les résultats obtenus, et malgré la crise économique, on se plaît à rappeler les paroles de Cicéron : *Nihil melius, nihil homine libero dignius, quam agricultura* ».

(4) Gouvernement Général de l'Algérie. Législation relative au Crédit Mutuel et à la Coopération Agricole en Algérie. Page 10. Imprimerie Algérienne, Alger 1932.

TITRE II

Dans le Titre I, nous avons esquissé une étude du milieu agricole en Algérie. Avant d'aborder le sujet que nous avons choisi, il semble nécessaire, pour bien connaître la situation du colon, d'examiner également le problème économique de la répartition dans l'agriculture.

Le capital d'une exploitation agricole consiste, d'une part, en immeubles par nature et par destination : terrains, bâtiments, plantations, instruments et machines, animaux de travail ; d'autre part, en numéraire destiné au paiement des frais généraux : salaire, intérêts, impôts. Le bénéfice de cette exploitation est égal, dans un régime de libre concurrence, à la différence entre le produit brut annuel, et les dépenses engagées pour l'acquisition de ce revenu : loyer des immeubles, amortissement du matériel, intérêts des emprunts, salaire du personnel, etc...

En fait, les mesures édictées par les lois d'Economie dirigée viennent fausser cette équation, et grever de charges imprévues et anormales l'Agriculture dont l'importance en Algérie est considérable. La loi du 4 Juillet 1931 sur la viticulture et le commerce des vins (Journ. Off. des 6 et 7 Juillet) taxe les rendements ; elle limite les plantations, elle interdit sous certaines conditions, afin de régulariser le marché des vins, la vente d'une partie de la production (blocage) ; elle prévoit enfin la distillation obligatoire. Bref, « elle apporte des entraves qui peuvent paraître graves, à la liberté des individus et aux droits de propriété, d'une part ; au libre jeu de l'offre et de la demande, d'autre part ». (D.P. 1931-4-69). La loi du 8 Juillet 1933 renforce « certaines dispositions » du texte législatif précédent, et elle comprend de nouvelles mesures des-

tinées à remédier à la crise de surproduction et à la mévente des vins (D.P. 1933-4-319).

D'après « Le Temps » du 29 Mai 1934, l'incidence sur le vignoble Algérien du statut viticole s'établissait pour la campagne en cours, comme suit :

Distillation obligatoire:

	Hectos d'alcool
Alger	8.095
Oran	6.174
Constantine	2.551
Total ..	16.820

Blocage:

	Hectos de vin
Alger	589.697,87
Oran	499.908,21
Constantine	177.707,25
Total ..	1.267.313,33

Taxe aux rendements:

Alger	3.818.535 francs
Oran	37.090 francs
Constantine	762.222 francs
Total ..	4.617.847 francs

Ce statut viticole avait été modifié par les Décrets du 18 Juillet 1934 (J.O. du 19 Juillet 1934) fixant la composition des vins algériens propres à la consommation. D'après ce texte pour compenser la facilité donnée aux viticulteurs algériens d'exporter dans la métropole, sans passer par l'intermédiaire du commerce algérien, leurs vins du degré le plus faible (10 degrés pour la région d'Alger, Constantine, 11 degrés pour la région d'Oran) les Décrets du 18 Juillet 1934 prenaient des garanties contre les abus du coupage, en fixant aux vins de

coupage préparés en Algérie un degré minimum plus élevé (11 degrés 1/2 pour Oran, 10 degrés 1/2 pour Alger, Constantine) que celui qui résultait des textes antérieurs qui était seulement de 9 degrés. (Article 3 de la loi du 8 Juillet 1933).

Malheureusement, alors que les vendanges en Algérie étaient achevées « alors qu'il n'est plus possible aux vignerons d'agir sur la teneur alcoolique de leurs vins » (1) un Décret du 23 Septembre 1934 est venu « contre toute attente » suspendre l'application des Décrets du 18 Juillet 1934.

Ces mesures ont suscité en Algérie, un mouvement de protestation d'une extrême violence. « Le plan de Défense Economique » adopté par les viticulteurs, au cours d'une réunion tenue à l'Alma, en donne une idée. Parmi les moyens préconisés par ce plan, citons : « l'organisation du boycottage des produits de la Métropole, non indispensables à la vie de l'Algérie, en insistant notamment : sur les produits agricoles (semences, fruits, beurres, fromages), de façon à dresser les agriculteurs non viticulteurs contre les viticulteurs du Midi, sur les produits des mines (charbons) et sur tous les produits industriels les plus atteints par la crise de façon à gagner à notre cause l'industrie métropolitaine » (2)

Certains orateurs ont même prêché le recours à la force, réclamé l'égalité des droits, conseillé le refus de payer l'impôt, de voter, et d'administrer...

Sans partager les sentiments des promoteurs de cette campagne entièrement dictée par l'intérêt, il faut souhaiter l'abrogation du Décret du 23 Septembre 1934. Quoiqu'il en soit, pour nous en tenir aux mesures qui lui survivront, le blocage met en péril la conservation des vins immobilisés ; il ajoute

(1) Henri Fontanille « Le Degré Minimum des Vins Algériens ». La Dépêche Algérienne du 27 Septembre 1934.

(2) La Dépêche Algérienne du 1^{er} Octobre 1934.

aux risques atmosphériques pouvant atteindre les récoltes, des risques de dépréciation, par défaut d'écoulement, de produits essentiellement périssables. Quant à la fixation d'un degré minimum pour les vins de coupage, il est une source de frais supplémentaires et d'aléas pour les viticulteurs de certaines régions, obligés de retarder les vendanges afin d'obtenir, par la concentration des moûts, ou par une maturation plus complète, le degré minimum exigé par la loi.

Le problème du blé ne présente pas moins de difficultés : c'est qu'en effet, les lois du 10 Juillet 1933 (1) et du 28 Décembre 1933 (2), la première portant fixation d'un prix minimum pour le blé et tendant à l'organisation et à la défense du marché des blés, la seconde ayant pour objet d'aménager certaines dispositions de la loi du 10 Juillet 1933, les lois du 17 Mars 1934 (3) et du 9 Juillet 1934 (4) n'ont pas donné les résultats attendus : « les ventes au-dessous du prix minimum n'ont cessé de se multiplier par suite des besoins d'argent des producteurs, et de la très grande difficulté, voire l'impossibilité d'écouler le blé sur un marché engorgé. » (5).

En Algérie, la récolte du blé est évaluée pour 1934, à environ 3.500.000 quintaux de blé tendre, et à 6.500.000 quintaux de blé dur, quantités qui dépassent de 2 à 3 millions de quintaux les besoins du pays. Une commission interdélégataire des céréales s'est réunie à Alger le 11 Septembre 1934, afin de tenter l'assainissement du marché ; elle a pris, d'accord avec l'Administration, les banques, les pro-

(1) J.O. des 11 Juillet 1933, 13 et 23 Juillet 1933.

(2) J.O. du 29 Décembre 1933.

(3) J.O. du 17 Mars 1934.

(4) J.O. du 11 Juillet 1934.

(5) « Le Temps », n° du 23 Septembre 1934.

ducteurs, diverses décisions : exportations avec primes, warrantage, distributions de blé, farine, pain, à prix réduits aux populations indigènes nécessiteuses...

Il est permis d'être très sceptique sur les résultats de ces mesures. Le déséquilibre économique (1) a des causes techniques : course à la production depuis 1919, vie chère, exagération du régime protectionniste ; il a des causes financières entre autre la fiscalité ; il a des causes politiques : défaut de coopération internationale, les excès de l'aide financière de l'Etat en cas de calamités. Attendre de l'exportation avec primes, l'assainissement du marché algérien est une illusion ; on sait que l'attribution de primes à l'exportation provoque de la part des pays étrangers l'établissement de droits compensateurs annulant l'effet des primes. « D'autre
« part, plus grands sont le nombre et l'importance
« des pays qui manœuvrent leurs exportations à
« l'aide de pareilles subventions, et plus se con-
« tracte relativement le marché libre des pays uni-
« quement consommateurs, plus l'action en faveur
« de l'avalissement des prix est efficace sur ces
« marchés libres. Le niveau des prix baisse alors
« en proportion sur le marché mondial » (2). Quant aux mesures concernant le warrantage et les distributions de céréales et de farine aux indigents, elles ont un caractère très subsidiaire ; et elles s'apparentent aux expédients.

Le remède à tous les maux dont souffre l'agriculture et la viticulture, en Algérie et dans tous les pays, consiste à ne pas contrarier le jeu des lois économiques. Si le retour immédiat à la loi de l'offre et de la demande est jugé impossible, il faut

(1) Georges Hersent « La Bataille Economique », Payot 1934.

(2) H. J. Bonn « La Destinée du Capitalisme Allemand » Dalloz 1932, page 118.

s'acheminer vers la liberté commerciale. M. H.-J. Bonn a rappelé dans son livre « La Destinée du Capitalisme allemand » des vérités que les capitalistes et les Gouvernements feraient bien de méditer.

« Dans le Monde Capitaliste, écrit-il, l'entrepreneur a droit tout au plus au prix auquel ses concurrents les mieux outillés peuvent livrer les marchandises demandées ; si ce prix ne lui procure aucun gain, il lui faut réduire son capital, jusqu'à ce que celui-ci réalise de nouveau un bénéfice avec les prix en vigueur. Sinon, il lui faut laisser la place au concurrent plus favorisé » (1). — Dans l'avant-propos de cet ouvrage, M. le Professeur Bernard Lavergne souhaite que le monde réapprenne « une vérité bien simple, et dont ce fût, à la fin du XVIII^e siècle, l'éternel honneur des Physiocrates de l'avoir les premiers saisie ; à savoir qu'il y a des lois économiques, plus imprécises et plus difficiles à saisir il est vrai, mais à peine moins contraignantes que les lois physiques. » Il rappelle ensuite, que « Les Grands Classiques » avec leur idée d'automatisme des phénomènes économiques, avec la loi d'équilibre des marchés, devait dire plus tard Léon Walras, ont eu dans l'ensemble, une vue de juste réalité. C'est pourquoi tout art économique, doit pour être fécond, laisser aux agents économiques une large zone de liberté. »

L'Etat moderne, au contraire, intervient sans cesse, pour essayer de résoudre dans l'intérêt général, les problèmes de la production et de la répartition des Biens; et il tend ainsi à faire de l'économie nationale, une économie exempte de risques. Mais en oubliant que les lois sont, d'après la définition de Montesquieu « des rapports nécessaires qui dérivent de la nature des choses », il va souvent à

(1) H. J. Bonn (Op. Cit.) page 92.

(2) Cournot « Théorie des Richesses », page 418.

l'encontre du but qu'il poursuit. Peut-être en est-il ainsi, parce que « à l'impossibilité de définir l'optimum, aussi bien au point de vue de la production qu'au point de vue de la distribution des richesses » (1), s'ajoutent, « les défaillances possibles des individus qui agissent au nom de l'Etat en qualité de Membres du Gouvernement ou d'Administration et qui ne sont que des hommes capables de pêcher par ignorance ou par esprit de parti » (2).

D'ailleurs, à l'intervention de l'Etat, le colon n'est pas — à priori, très hostile ; il la combat souvent par opportunisme, plutôt que par principe. C'est ainsi qu'il suspecte la politique agricole du Parlement, au sein duquel il ne se sent pas soutenu : il attribue couramment les décrets et le vote des lois sur la viticulture, à la démagogie des représentants du Midi. Il approuve au contraire, les Décisions de l'Assemblée des Délégations Financières, où les colons sont largement représentés et bien défendus. Quoiqu'il en soit, malgré les efforts de l'Economie dirigée, les colons et les agriculteurs indigènes ne peuvent vendre leurs céréales aux cours fixés par les lois de 1933 et 1934 ; d'autre part, à cause des entraves qu'elle apporte à la liberté économique, ils ne peuvent écouler tout leur vin.

Devant ce désordre des lois, ils ont déclaré, en Octobre dernier, au cours d'une réunion contre la politique viticole du Gouvernement, être prêts « à lutter par tous les moyens possibles pour défendre l'avenir de leurs enfants menacé, et faire respecter leurs droits de citoyens français » (3).

Si l'on songe que toute la vie économique de l'Algérie repose sur l'Agriculture, il est permis d'être inquiet sur les conséquences sociales de cet état d'esprit.

(1) Cournot, « Théorie des Richesses », page 418.

(2) P. Reboud (Op. Cit.) Tome I, page 343.

(3) La Dépêche Algérienne, n° du 3 Octobre 1934 « La Viticulture proteste ».

CHAPITRE II

« L'accroissement continu, des dépenses publiques, un des faits les plus caractéristiques de notre temps » (1) s'explique par l'extension progressive des attributions de l'Etat, et surtout par les conséquences de la guerre de 1914, qui a affecté les finances de tous les Etats.

Pour y faire face, les Délégations Financières ont réalisé en Algérie une réforme fiscale importante, dans leur décision du 21 Juin 1918, homologuée par un décret en date du 30 Novembre 1918.

Jusqu'à cette date, les impôts directs algériens se divisaient en deux catégories :

1° Les impôts arabes, « qui ont leur origine dans les taxes qui frappaient la population indigène avant la conquête » (2) sont au nombre de quatre : l'impôt *Achour*, dîme sur les céréales, dûe par une superficie correspondant au travail d'une charrue ;

le *Hockor*, qui représente le loyer des terres dites « azel » ou « arch » sur lesquelles les tribus n'ont qu'un droit de jouissance, par suite de confiscation ou de concession. Cet impôt n'existe que dans le Sud Constantinois ;

le *Zekkat*, impôt sur les bestiaux ;

la *Lezma*, « impôt sur les palmiers, dont le taux

(1) Charles Gide « Cours d'Economie Politique » 7^e Edition 1925. Tome II. Page 525.

(2) Répertoire Pratique des Impôts Directs. Ouvrage n° 105 (page 65) : MM. Prieur, Gaillot, Gaillard. Publications Delmas, Bordeaux.

varie suivant les territoires et la qualité des dates recueillies. La classification des palmiers et les tarifs applicables pour chaque région sont réglés par les décrets des 24 Février 1925, 2 Décembre 1921, et 20 Décembre 1922.

Certaines tribus payent une « lezma fixe », dont le montant est arrêté forfaitairement. Pour les tribus du M'Zab, en particulier, elle a été arbitrée, en principal, depuis 1922, au chiffre de 270.000 francs. » (1)

2° Les impôts dits « Français », à raison de leur origine, et qui sont payés par les indigènes, dans les mêmes conditions que par les Français » (2), à savoir :

La Contribution foncière des propriétés bâties. La Contribution des Patentes, certaines taxes assimilées. La Contribution foncière des propriétés non bâties, y était inconnue. Quant à la « Personnelle Mobilière », elle avait un équivalent : la taxe sur les loyers, établie au profit des communes.

Cette fiscalité avait deux défauts : d'une part, elle était injuste envers le contribuable indigène, plus lourdement taxé que l'Européen ; d'autre part, elle était incapable de procurer les ressources nécessaires au fonctionnement actuel des services publics de la Colonie.

Dans ces conditions, les Délégations Financières décidèrent, de modifier l'ensemble du système fiscal, en remplaçant, dans l'Algérie du Nord, les Impôts arabes et la Contribution des Paten-

(1) Répertoire Pratique des Impôts Directs (MM. Prieur, Gaillot, Gaillard). Ouvrage n° 105, page 65. Publications Delmas, Bordeaux.

(2) Emile Larcher et Rectenwald « Traité Élémentaire de Législation Algérienne » Tome I, page 124. 3^e Edition 1923. (Librairie Arthur Rousseau).

tes, par des Impôts Cédulaires sur les différents revenus, et un Impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu (1). (Décision du 21 Juin 1918, homologuée par le décret du 30 Novembre 1918).

Dans les territoires du Sud, les Impôts arabes et la Contribution des Patentes ont été maintenus, sans modification, mais étendus aux contribuables européens, dans un but d'égalité fiscale. (Décret du 30 Juillet 1918).

Les articles 55 à 60, reproduits ci-après, in-extenso, visent l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole :

Art. 55. — Un impôt annuel est établi en Algérie sur les bénéfices de l'exploitation agricole.

Art. 56. — L'impôt est établi au nom des exploitants dans chacune des communes où sont situées les propriétés exploitées, et d'après la consistance des exploitations au 1^{er} Janvier de l'année de l'imposition.

En ce qui concerne les terres exploitées à portion de fruits, l'imposition est établie au nom du métayer, sauf son recours contre le propriétaire pour la part d'impôt, dont celui-ci est redevable, suivant leurs conventions particulières.

Au cas où l'exploitation est faite en association, l'imposition est établie au nom de l'associé principal, à charge par lui de retenir à ses co-associés la part d'impôt qui leur incombe.

Art. 57. — Les bénéfices de l'exploitation forestière ne sont soumis à l'impôt faisant l'objet du présent titre, que pour la part du revenu qui n'est pas atteinte par la Contribution foncière des propriétés non bâties.

(1) Répertoire Pratique des Impôts Directs (MM. Prieur, Gaillot, Gaillard). Ouvrage n° 105, page 64.

Art. 58. — Les contribuables exploitant des terres désignées aux articles 5 à 8 de la présente Décision (1), ne seront astreints à l'impôt sur les bénéfices agricoles, qu'à partir de l'année où elles seront soumises elles-mêmes à la contribution foncière des propriétés non bâties ; en ce qui concerne celles jouissant d'une exemption temporaire totale d'impôt, et au prorata seulement de la valeur locative imposée pour celles qui bénéficient temporairement, d'une réduction de la valeur locative.

Art. 59. — Le bénéfice provenant de l'exploitation agricole est considéré, pour l'assiette de l'impôt, comme égal aux trois quarts de la valeur locative des terres exploitées, servant de base à la contribution foncière des propriétés non bâties. Cette somme est augmentée de l'intérêt à 10 % de la valeur du cheptel vif, établie d'après la déclaration de l'intéressé, contrôlée par l'Administration. A défaut de déclaration, cette valeur est évaluée d'office.

On ne comprendra dans le cheptel vif, ni les animaux servant à l'exploitation du fonds, ni les chameaux qui supportent la taxe des prestations.

Sur le bénéfice ainsi évalué, le taux de l'impôt sera appliqué sur les trois-quarts pour la fraction n'excédant pas 240 francs, sur les quatre-vingtièmes pour la fraction comprise entre 241 et 2.400 francs, sur l'intégralité pour le surplus.

Lorsque le bénéfice réel de l'exploitation pendant l'année antérieure à celle de l'imposition n'a pas atteint le chiffre pris pour base d'imposition,

(1) Article 5 : Terres domaniales affectées à la Colonisation. — Article 6 : Marais desséchés. — Article 7 : Terres en friches depuis 10 ans, plantées en bois. — Article 8 : Terres vaines et vagues ou en friche depuis 15 ans, plantées en vignes, oliviers ou arbres fruitiers.

l'exploitant peut, en apportant les justifications nécessaires, obtenir une réduction proportionnelle de l'impôt par voie de réclamation, après l'établissement du rôle.

Lorsque, de son côté, le contrôleur est en mesure d'établir que le bénéfice réel de l'exploitant, pendant l'année antérieure à celle de l'imposition est supérieur à l'évaluation forfaitaire fixée par les trois alinéas du présent article, il peut, à charge d'apporter, en cas de contestations, les justifications nécessaires, prendre ce bénéfice réel, pour base de l'impôt.

Dans le cas où l'exploitation s'étend sur plusieurs communes, les réductions, indiquées au paragraphe 3 du présent article, sont calculées dans la commune où se trouve le principal établissement ; elles ne sont appliquées dans les autres communes que dans la mesure nécessaire pour faire bénéficier le contribuable de l'intégralité de la réduction.

Le taux de l'impôt est de 3,50 pour 100 francs du revenu, déterminé comme il est dit au paragraphe ci-dessus.

Art. 60. — Les parcs, jardins, avenues, pièces d'eau et tous les terrains réservés au pur agrément, sont assujettis à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole à raison d'un revenu calculé suivant le mode indiqué à l'article précédent.

Sont exemptes de la taxe, les personnes ayant la jouissance de terrain d'agrément, dont la superficie n'excède pas trois hectares, et dont le revenu imposable n'est pas supérieur à 900 francs.

Il y a lieu enfin, d'ajouter à ces textes, l'article 19 du décret du 1^{er} Décembre 1918 : « Toute réclamation introduite par un contribuable dont une même exploitation s'étend sur plusieurs communes,

outre le bénéfice taxé dans l'une de ces communes, pourra donner lieu à la rectification du bénéfice imposé dans les autres, sans qu'il puisse toutefois, en résulter une augmentation du bénéfice total de l'exploitation, arrêté pour les différents articles la concernant. A cet effet, des propositions seront, le cas échéant, soumises par l'Administration au Tribunal saisi du litige, qui statuera sur ces propositions en même temps que sur les conclusions du réclamant ».

La définition du bénéfice de l'exploitation agricole nous est donnée par l'article 61 de l'Instruction Administrative du 30 Mars 1918 (1). Nous l'adoptons sans modifications, bien qu'elle vise l'article 16 de la loi du 31 Juillet 1917, applicable à la Métropole: Le bénéfice agricole représente le revenu « afférent, tant au travail manuel ou de direction de l'exploitation, qu'à la mise en œuvre du capital, représenté par les instruments aratoires, le fonds de roulement nécessaire à la marche de l'entreprise, etc. » Il ne doit pas être confondu avec le revenu *foncier* ou « rente du sol », qui est la partie du revenu de la terre allant au propriétaire, comme tel.

Cette définition ne soulève pas de difficulté. Mais il n'en est pas de même de l'évaluation du bénéfice, ou, pour employer une formule administrative, du « calcul des bases d'imposition ».

Le bénéfice provenant de l'exploitation agricole pouvait être calculé « FORFAITAIREMENT » ; il était alors considéré comme égale aux $\frac{3}{4}$ de la valeur locative retenue pour le calcul de la contribution foncière des terres exploitées, majorée de 10 % de la valeur du cheptel. Mais il pouvait être établi « DIRECTEMENT ». On lit, en effet, dans

(1) Instruction Administrative du 30 Mars 1918, pour l'établissement des Impôts cédulaires et de l'Impôt général sur le Revenu (Librairie Sirey 1918).

le projet des réformes fiscales adopté par les Délégations financières : « chaque fois que l'administration possédera des éléments certains qui lui permettent de calculer le bénéfice agricole, celui-ci sera déterminé directement. — Les opérations d'évaluation des propriétés non bâties, ont démontré que, pour les grandes propriétés tout au moins, cette détermination pouvait se faire avec une approximation suffisante ». (1)

C'était là une illusion.

La faculté laissée à l'administration de substituer, au forfait, une « évaluation directe » du bénéfice de l'exploitation agricole, donnait lieu aux plus graves controverses. Outre qu'elle n'était pas sans inconvénients pour le contribuable, elle aboutissait souvent à des injustices, et juridiquement, constituait une erreur.

Le danger de ce texte résidait dans le fait que, dès la mise en application d'un système fiscal nouveau et compliqué, à une époque où les obligations des Contrôleurs des Contributions directes se multipliaient, on laissait à ces agents le soin de déterminer, sans déclaration préalable des intéressés, un revenu « réel ». — Certes, le projet d'établissement d'un impôt sur les diverses catégories de revenus reflétait l'optimisme, puisque, dans son énoncé « pour les grandes propriétés tout au moins, cette détermination (du bénéfice réel), pouvait se faire avec une approximation suffisante ». Il n'en allait pas de même dans la réalité.

A l'inexpérience fort excusable d'un personnel aux effectifs encore insuffisants, s'ajoutait la difficulté de rechercher et d'interpréter rapidement, des

(1) Gouvernement Général de l'Algérie. Projet de suppression des Impôts arabes et de la Contribution des Patentes et de l'Etablissement d'un Impôt sur les diverses catégories de revenus et d'un Impôt Complémentaire sur le Revenu en Algérie. Editions Victor Heintz - 1918. Alger.

documents d'origines diverses tels que : statistiques sur les rendements cultureux des différentes régions agricoles, mercuriales des blés, des vins, des fruits, établies au cours de l'année, tableau des frais de culture en terrain de montagne et de plaine.

Enfin, l'évaluation administrative du bénéfice réel de l'exploitation agricole comportait un défaut inéluctable : « son exagération habituelle consé-
« quence de l'esprit fiscal que *légitimement* pos-
« sèdent les agents administratifs ». (1)

L'imposition établie, il appartenait au contribuable, s'il la jugeait erronée, de réclamer devant le Conseil de Préfecture, dans un délai de trois mois, suivant la date de publication des rôles. (Loi du 13 Juillet 1903, Art. 17).

L'instruction des demandes devant la juridiction administrative n'est pas plus rapide que devant les tribunaux civils il en résultait des ennuis pour le réclamant, ; et un surcroît de besogne inutile pour l'Administration : Ennuis pour le réclamant qui souvent était poursuivi par le service du Recouvrement avant la décision du Conseil de Préfecture ; obligation pour « le Recouvrement » d'engager les poursuites, toujours vexatoires pour le contribuable, en l'absence d'un texte réglementant le sursis de paiement.

Indépendamment des considérations exposées, il y avait une injustice flagrante à confier à l'Administration le soin de décider « si elle possédait ou non des éléments certains lui permettant de calculer le bénéfice agricole ». Deux exploitations distinctes, mais d'égale importance, ressortissant à deux divisions de contrôle différentes pouvaient être imposées, l'une d'après le forfait, avantage appréciable comme nous le démontrerons plus loin ;

(1) Gaston Jèze. « Cours de Finances Publiques » (1933 1934), page 151. Paris. Marcel Giard 1934.

l'autre, d'après le bénéfice évalué directement, avec tout son cortège de discussions, réclamations. C'était de l'incohérence fiscale.

Cette législation était enfin une erreur au point de vue juridique. Nous n'avons pas l'espoir de voir se réaliser un jour la collaboration du fisc, et du contribuable. Cette collaboration a quelque ressemblance « avec celle du chirurgien et de l'amputé, et elle constitue peut-être un chef d'œuvre scientifique, mais non moins certainement un non sens psychologique ». (1).

Néanmoins, l'imposition du bénéfice réel, d'après la déclaration contrôlée, était la seule juridique. A ce sujet, il est bon de rappeler « qu'avec la technique extrêmement variable de la production, la détermination en chiffres du montant du revenu, présente des difficultés très grandes. Dès lors, pour l'impôt sur le revenu et l'impôt sur la fortune, la méthode *de recherche* par les soins de l'*Administration* ne saurait permettre à elle seule de déterminer les données de fait relatives aux sujets de l'impôt, ni la recherche par les *organes du fisc* seuls, ni la recherche au moyen, d'ailleurs toujours expédient de *commissions fiscales* comprenant des représentants de la population et des contribuables.

« Il faut rejeter au *second plan* cette recherche d'ailleurs indispensable, et se borner à l'essentiel, à *réviser*, à contrôler les *déclarations* des contribuables eux-mêmes, qu'il faut rendre *obligatoires*, en première ligne, sur le *montant*, et sur la *nature* de leur revenu et de leur fortune. Il faut par conséquent, réclamer en principe, l'*obligation de déclaration*, et l'*obligation directe*, d'après laquelle les déclarations sont formellement prescrites, et doi-

(1) Pierre Bayard. « Les Effets de l'Inflation sur le Bilan au point de vue fiscal », page 31, 1924. Lille. Imprimerie Morel.

vent être faites par toute personne dont le revenu ou la fortune tombe sous le coup de l'impôt sans aucune condition, c'est-à-dire sans invitation préalable. » (1)

Pour avoir négligé ces principes de la science des finances, les Délégations Financières allaient faire surgir des difficultés inextricables.

Elles posent, en effet, le principe du forfait (Art. 59 par. I), mais elles prévoient deux dérogations :

la première, est visée au paragraphe 4 : le contribuable a la faculté de demander par la voie contentieuse, et après l'établissement du rôle, une réduction de son imposition, s'il trouve que son bénéfice réel est inférieur au forfait.

la deuxième, au paragraphe 9, qui permet au contrôleur d'imposer le bénéfice réel, dans le cas où il pense que ce bénéfice réel est supérieur au forfait.

Ces deux dérogations sont à l'origine de l'échec que subit ce premier essai de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole. L'Administration n'allait pas manquer de recourir le plus souvent possible à cette sorte de taxation d'office du revenu agricole ; le colon, de son côté, allait combattre cette taxation, en montrer les faiblesses, afin d'obtenir une imposition forfaitaire, et même une imposition inférieure au forfait. La machine de guerre était prête !...

Deux notions allaient s'affronter : d'une part, celle de « bénéfice réel », excédent des recettes sur les dépenses d'exploitation, au cours d'un exercice de douze mois ; d'autre part, celle de « forfait », mode d'évaluation de l'impôt qui tend à déterminer à priori, le montant des droits dus par le contribu-

(1) A. Wagner. « Traité de la Science des Finances ». Tome 2, page 437. V. Giard et Brière, 1909.

ble, quelles que soient, en réalité, ses facultés impossibles. Il s'oppose à la constatation directe. (1)

Mais, si la première est une notion claire, la seconde appelle des explications : par une fiction administrative, le bénéfice *forfaitaire* de l'exploitation agricole, fût censé correspondre aux trois quarts de la valeur locative des terres exploitées, telle qu'elle a été fixée pour la détermination du revenu servant de base à la contribution foncière. La valeur locative était elle-même définie par l'article 2 de la Décision des Délégations Financières en date du 26 Juin 1916, homologuée par le décret du 30 Novembre 1916 : « le prix du loyer moyen que le propriétaire tire de ses immeubles, lorsqu'il les afferme, ou s'il les exploite lui-même, celui qu'il pourrait en tirer en cas de location, ce prix moyen étant calculé sur la période des dix dernières années » (2). Une révision générale devait permettre chaque année, de connaître cette valeur locative foncière ; elle fût impossible.

Une révision des évaluations foncières des propriétés non bâties, constitue un travail considérable, qui ne peut être effectué tous les ans, par un personnel déjà débordé par ses obligations normales.

Aussi, l'article 9 de la Décision des Délégations Financières du 21 Juin 1918, homologuée par l'article 19 du décret du 30 Novembre 1918, prescrivit-il que les revenus imposables à la contribution foncière ne seraient plus revisables chaque année, mais qu'ils resteraient fixés, en principe, pour une durée de dix ans.

(1) Germain Martin « Les Finances Publiques de la France et la fortune privée », 1914-1925, page 246. Payot, Paris.

(2) Instructions Générales sur l'Évaluation des propriétés non bâties européennes et indigènes du 31 Décembre 1916. Typographie Adolphe Jourdan, Alger, 1917.

Par ailleurs, à l'occasion de la Révision effectuée en 1919, les Délégations Financières « laissèrent entendre qu'il n'y avait pas lieu de faire état de la hausse exceptionnelle des prix des produits agricoles ». Enfin, à la séance des Délégations Financières du 6 Juin 1921, l'administration décidait l'ajournement de cette révision qui se ferait par étapes, et porterait chaque année sur les 1/10^e du travail total, afin de ne pas établir les tarifs devant servir de base à la contribution foncière pendant la nouvelle période décennale sur des moyennes (1907-1916) fortement influencées par les cours élevés pratiqués pendant la guerre.

En résumé, le forfait qui s'opposait au *bénéfice réel actuel*, était égal aux trois quarts d'une valeur locative foncière qui elle-même correspondait à une moyenne des fermages, durant les dix dernières années antérieures à celle de la Révision foncière.

On conçoit les récriminations des colons assujettis à l'impôt, d'après le bénéfice réel de leurs exploitations, chez lesquels la publication des premiers rôles suscita des discussions passionnées, et souleva aussi de vives colères contre l'administration chargée d'appliquer cette fiscalité nouvelle. On en aura un écho, par l'article suivant, publié par un Délégué Financier colon, dans le journal « La Dépêche Algérienne » du 27 Avril 1923 : « Ce qu'il y a d'exact, c'est que, par suite d'une interprétation déplorablement erronée, des textes législatifs, par excès de zèle ou incapacité, certains agents des Contributions Directes ont appliqué, surtout dans l'Ouest de la Mitidja, la méthode de l'évaluation directe, avec une inconscience lamentable, néfaste, voire même coupable ; dont à l'heure actuelle, ils ne parviennent pas à se départir. Dans l'instruction des réclamations, qui leur ont été confiées, la plupart n'apportent ni la célérité ni l'ampleur de vues qui nous avaient été largement permises, mais au contraire, un esprit de chicane, et de tatillonnage absolument condamnable...

Et lorsque leurs menaces ne parviennent pas à ébranler le contribuable plein de confiance dans l'excellence de sa cause et s'offrant à acquitter l'impôt afférent à ces exercices de 1919 et 1920 sur la base légale des $\frac{3}{4}$ de la valeur locative de leurs terres, ils daignent condescendre alors à lui proposer une transaction calculée d'après les $\frac{4}{4}$ de cette valeur locative par une application rétroactive, abusive et inopportune de la nouvelle décision des Délégations Financières...

Chacun étant libre et responsable de ses actes, je me garderai d'inciter quiconque au refus systématique de l'impôt, même abusif, ou de toute sorte de transaction, mais je ne crains pas de conseiller à ceux, qui, comme moi ont été les victimes, à la suite d'évaluations démesurément fantastiques, de propositions insidieuses, et de mesures aussi vexatoires qu'inquisitoriales, de se solidariser avec moi pour constituer un groupe compact de protestataires fermement résolus à manifester leur véhémence indignation, et à ne pas se laisser spolier honteusement. »

Cette diatribe d'un Délégué Financier, à l'adresse de l'Administration chargée d'appliquer le texte voté par lui, était inqualifiable. Elle rappelle par sa fantaisie, les reproches que les privilégiés de l'impôt, au cours du XVIII^e siècle, avaient fait aux Contrôleurs du 1/20^e: « une foule d'étrangers sans caractère et sans connaissances, se répandirent dans cette province sous le nom de régisseurs, d'employés, etc... et taxèrent arbitrairement la fortune des citoyens. Les déclarations les plus fidèles, les titres les plus authentiques, ne purent arrêter leurs excès: personne ne pouvait démêler dans les cotisations aucune règle, aucune proportion ». (Remontrances du Parlement de Besançon, 31-8-1763). (1).

Quoi qu'il en soit, la Décision du 21 Juin 1918,

(1) Marcel Marion (Op. Cit.) page 330.

votée dans l'espoir de réaliser l'égalité des charges fiscales était en ce qui concerne la cédule que nous étudions, un monument d'injustice. A cet égard il n'est pas inutile de rappeler « qu'il ne suffit pas d'imaginer un système fiscal juste, il faut l'aménager dans les règles pratiques, de telle manière que les buts que l'on vise soient véritablement atteints. » (1).

En l'espèce, l'article 59 établissait, et ce fut une erreur, deux catégories de redevables :

... les uns payant l'impôt sur les bénéfices forfaitaires dont l'évaluation était très modérée

... les autres, taxés sur un bénéfice calculé directement. Ils étaient, comparativement aux premiers; très lourdement frappés.

Aucun principe juridique ne présidait à ce classement. Celui-ci dépendait « d'éléments certains » dont disposait l'Administration, pour procéder à l'évaluation directe ! Cet élégant euphémisme signifiait qu'en s'en remettait aux contrôleurs des Contributions directes qui, selon leur tempérament, pouvaient rechercher la difficulté, c'est-à-dire l'évaluation directe, où se contenter d'une évaluation forfaitaire afin de ne pas se créer « des histoires ». Il n'en fût pas autrement. Nous donnons ci-après un barème, in-extenso, mis à leur disposition en 1919, pour leur faciliter l'évaluation directe des bénéfices agricoles réalisés en 1918 par les viticulteurs :

BARÈME

pour le calcul des frais cultureux, frais généraux, amortissement et entretien du matériel de culture, frais de vinification, amortissement et entretien du matériel vinaire, engagée, au cours de l'année 1918, dans une exploitation viticole du département d'Alger.

(1) Gaston Gèze « Cours de Science des Finances et de Législation Financière ». Dépenses publiques Théorie générale du Crédit public, page 18. Marcel Giard. 6^e Edition 1922.

ALGER

NATURE DES DÉPENSES	ZONE SÈCHE		ZONE HUMIDE	
	Plaine 2	Coteaux 3	Plaine 4	Coteaux 5
1° Frais culturaux. Frais généraux. Amortissement et entretien du matériel de culture. (A évaluer à l'hectare de vigne)				
Travail du sol :				
par les labours	249 50	»	249 50	»
par les piochages	»	461 90	»	461 90
Pour un vignoble de 5.000 souches à l'hectare :				
Taille	117 80	117 80	117 80	117 80
Ramassage des sarments	18 60	21 70	18 60	21 70
Ebourgeonnement	21 07	21 07	21 07	21 07
Echasselage, attachage	40 30	40 30	40 30	40 30
Traitements :				
soufrage contre oïdium	123 90	184 60	247 80	281 00
sulfatage contre mildiou	90 41	71 30	326 60	179 80
contre les altises	173 60	173 60	173 60	173 60
Frais généraux :				
Assurances, divers, taxes sur la vigne	34 00	39 00	41 00	45 00
Intérêt de fond de roulement	50 11	65 52	71 70	77 82
Entretien du matériel de culture	45 00	45 00	45 00	45 00
Amortissement du matériel de culture	37 00	37 00	37 00	37 00
Amortissement du cheptel	72 00	72 00	72 00	72 00
	1073 29	1350 79	1461 97	1573 99
2° Frais de vinification. Amortissement de la cave et du matériel vinaire. (A évaluer à l'hectolitre de vin de produit)				
Vendanges	2 70	2 70	2 70	2 70
Vinification	2 85	2 85	2 85	2 85
Amortissement de la cave et du matériel vinaire :				
bâtiments	1 40	1 40	1 40	1 40
	7 00	7 00	7 00	7 00

NOTA. — Il est à remarquer que les sommes prévues pour l'amortissement de la cave, du matériel vinaire et du matériel de culture, ont été calculées en considérant une installation antérieure à 1915.

Le présent barème a, d'autre part, été établi en supposant que tous les soins normaux, mentionnés dans la colonne d'observation, ont été donnés à la vigne. Le total des frais indiqués, colonnes 2 à 5, est donc supérieur au total des frais réellement dépensés par les viticulteurs qui, en raison de la hausse des produits et de la main d'œuvre, ont réduit leurs frais cultureux ou procèdent à une vinification simplifiée.

Les frais de culture doivent être également réduits pour les viticulteurs ayant planté, à l'hectare, un nombre de souches inférieur à celui qui a servi de base au calcul du présent barème (voir colonne I)

OBSERVATIONS

Bases sur lesquelles les données portées dans les colonnes 2 à 5 ont été calculées.

TRAVAIL DU SOL. — Par la charrue :

Labours	{	15 journées de bêtes
	{	10 journées d'hommes
Déchaussage		7 journées d'hommes
Façons culturales	{	3 journées de bêtes
	{	3 journées d'hommes

Par la pioche :

2 piochages	45 journées d'hommes
1 binage	21 journées de bêtes

Les dépenses relatives au travail du sol peuvent varier avec la nature des terres, de 5 % en plus ou

en moins de la dépense type, suivant que les terres sont fortes ou légères.

TAILLE (de 3.500 à 5.000 pieds par Ha.)

de 1.000 souches à 5 porteurs : 21 à 24 Fr.

RAMASSAGE

des sarments de 1.000 souches : 3,75 à 4,50

EMBOURGEONNEMENT :

3 journées d'hommes.

ATTACHAGE - ECHALASSAGE :

6 journées d'hommes.

Les vignes, conduites au cordon, sur fil de fer, occasionnent une augmentation de **dépenses de** 10 % pour les opérations de taille, ramassage des sarments, ébourgeonnement, attachage.

Traitements contre les maladies

Oïdium, par les soufrages :

col. 2	100 Kilogs	col. 3	150 Kilogs
col. 4	200 Kilogs	col. 5	230 Kilogs

Mildou, par les sulfatages (8 sulfatages) :

col. 2	25 Kilogs	col. 3	20 Kilogs
col. 4	70 Kilogs	col. 5	50 Kilogs

Par le ramassage..... 31 journées d'enfant
ou par arséniate de plomb. 5 Kilogs.

Au cas où il serait procédé à des traitements d'hiver à l'acide sulfurique dilué, contre l'anthracnose, il y aurait lieu d'ajouter aux prix des colonnes 2 à 5, trente deux francs par hectare.

Les dépenses occasionnées par les traitements sont essentiellement variables avec les conditions climatiques, et la situation des vignobles. Il a été tenu compte de ces circonstances, dans la **détermination** des chiffres portés aux colonnes 2 à 5.

Quand on a recours aux fumures rationnelles, celles-ci sont évaluées sur les bases suivantes :

0,5.....	phosphore	} plus épandage de cette quantité pour UN hectolitre d'excédent sur la récolte obtenue sans fumure.
0,8.....	potasse	
1 Kilog...	azote	

Le fonds de roulement est égal au total des dépenses indiquées dans les colonnes 2 à 5, déduction faite toutefois, de l'intérêt de ce fonds, de l'amortissement de la cave, etc... Le fonds de roulement n'étant engagé qu'au fur et à mesure des besoins, l'intérêt en a été décompté à 6 % seulement.

Le matériel de culture comprend, pour une exploitation de 10 hectares :

4 pulvérisateurs	160 fr.
3 soufreuses	72 fr.
1 charrue	70 fr.
1 houe à cheval	80 fr.
1 charrette	600 fr.
2 harnachements	160 fr.
menus outils	100 fr.
matériel de vendange	320 fr.

Soit : par hectare, 156 fr. — Amortissement en 5 ans, c'est-à-dire : 36 fr. 97 cs.

Le cheptel comprend, pour 10 hectares de vignes : 2 bêtes de trait, valant : 4.800 à 6.000 fr., soit, par hectare à amortir en 10 ans :

$$540 \times 0,135 = 72 \text{ fr. } 90 \text{ cs.}$$

Les dépenses de vendange et de vinification doivent être augmentées de 10 % pour les vignobles produisant moins de 60 hectolitres à l'hectare.

Les dépenses relatives à la construction de la cave et des bâtiments d'exploitation, ainsi que l'achat du matériel vinaire, peuvent être évaluées globalement de 15 à 20 fr. par hectare. On notera que ces dépenses sont toujours plus onéreuses pour une petite exploitation que pour une grande. L'amortissement en 30 ans ressort à :

$$20 \times 0,726 = 1 \text{ fr. } 45 \text{ cs. par hectolitre.}$$

BARÈME pour le règlement du prix des vins de la récolte 1918, réquisitionnés pour les besoins militaires en **Algérie**

(Vins non logés à la propriété)

		7°	7° 1/2	8°	8° 1/2	9°	9° 1/2	10°	10° 1/2	11°	11° 1/2	12°	12° 1/2	13°	13° 1/2	14°
Qualité supérieure : 1° degré 6°50																
1^{re} Qualité	— 6 ^f					54,00		65,00	68,25	71,50	74,75	78,00	81,25	84,50	87,75	91,00
2^e Qualité	— 5°75			46,00	48,85	51,75	54,40	57,50	60,35	63,25	66,10	69,00	71,85	74,75	77,60	80,50
3^e Qualité	— 5°25	36,75	39,25	42,00	44,60	47,25	49,85	52,50	55,10	57,75	60,35	63,00	65,60	68,25	70,85	73,50
Distillerie	— 4°75	33,25	35,60	38,00	40,35	42,70	45,10	47,50	49,85	52,25	54,60	57,00	59,35	61,75	64,10	66,50

Vins Blancs : Majoration de 10 % sur le prix du vin rouge de même qualité et de même degré.

Vins Rosés : Majoration de 50 % sur le prix du vin rouge de même qualité et de même degré.

- a) Pour les vins dont la livraison est autorisée à quai d'embarquement, prêts à être livrés à la consommation (transport et filtrage compris, livraison et embarquement à quai) tous les prix du présent barème sont majorés de : 8 fr. par hecto.
- b) L'indemnité allouée aux récoltants à partir du 1^{er} Octobre 1918, pour les rémunérer des soins à donner au vin jusqu'à la livraison est fixée à : 0 fr. 25 par hecto. par quinzaine.

NOTA. — Les prix indiqués ci-avant, s'appliquent, en général, et dans leur ensemble, aussi bien aux transactions commerciales, qu'au règlement du prix des vins réquisitionnés.

Ce barème constituait un faisceau « d'éléments certains » qui devait mener au tombeau ce premier effort réalisé pour atteindre le revenu réel de l'exploitation agricole.

En effet, l'Article 4 de la décision des Délégations Financières en date des 13 - 18 Juin 1921, homologuée par décret du 10 Décembre 1921, stipulait que, dans tous les cas, « le bénéfice provenant de l'exploitation agricole est considéré, pour l'assiette de l'impôt, comme égal à la valeur locative des terres exploitées, servant de base à la Contribution foncière des propriétés non bâties. Cette somme est augmentée de l'intérêt à 10 % de la valeur du cheptel vif, établie d'après la déclaration de l'intéressé, contrôlée par l'Administration ».

Avant de terminer ce chapitre il faut dire quel-

ques mots du contentieux de ces impositions : Conformément aux paragraphes 4 et 5 de la décision du 21 Juin 1918, le contribuable ne pouvait obtenir une réduction de son imposition forfaitaire, qu'en prouvant, par une réclamation formulée après la publication du rôle, que son bénéfice réel était inférieur au forfait.

Dans le cas où le bénéfice avait été calculé par évaluation directe, la charge de la preuve de l'exagération incombait à l'Administration (Art. 59 de la décision du 21 Juin 1918).

Nous laissons volontairement de côté, pour les retrouver au chapitre III, certains points de détail, qui ne présentent aucune difficulté particulière. Il s'agit des abattements, des réductions pour charge de famille, du lieu d'imposition, et des personnes imposables.

CHAPITRE III

Le décret du 11 Janvier 1929, « portant codification des textes réglementaires concernant les formalités à observer, et la procédure à suivre, en Algérie, au sujet de l'assiette des impôts sur les revenus », consacre ses articles 76 à 84 à la cédule des bénéfices de l'exploitation agricole.

L'article 76 reproduit les termes de l'article 55 de la décision des Délégations financières du 21 Juin 1918, homologuée par le décret du 30 Novembre 1918.

« Un impôt annuel est établi en Algérie sur les bénéfices de l'exploitation agricole ».

Il n'en est pas de même de l'article 77, qui modifie profondément l'économie de l'ancien article 56: « Le bénéfice provenant de l'exploitation agricole est considéré, pour l'assiette de l'impôt, comme égal à la valeur locative des terres exploitées servant de base à la contribution foncière des propriétés non bâties. Cette somme est augmentée de l'intérêt à 10 % de la valeur du cheptel vif, établie d'après la déclaration de l'intéressé, contrôlée par l'Administration. A défaut de déclaration, cette valeur est évaluée d'office. On ne comprendra dans le cheptel vif, ni les animaux servant à l'exploitation du fonds, ni les chameaux qui supportent la taxe des prestations. »

L'évaluation forfaitaire absolue du bénéfice agricole, instituée par l'article 77, répond exactement à la notion du forfait fiscal, dont « le propre est en

effet de consister en une sorte d'abonnement, qui, une fois établi, s'impose tant à l'Administration qu'au contribuable. Il peut, suivant les cas, être favorable à l'une ou à l'autre des parties ». (1)

Ses caractéristiques diffèrent profondément de celles de l'évaluation du bénéfice agricole dans la Métropole.

En Algérie, le bénéfice agricole est, dans tous les cas considéré comme égal à la valeur locative des terres exploitées servant de base à la contribution foncière, augmentée de l'intérêt à 10 % de la valeur du cheptel vif.

En France, il est, réserve faite pour la dérogation indiquée plus loin, considéré forfaitairement comme égal à la valeur locative des terres exploitées, servant de base à la contribution foncière, multipliée par un des coefficients prévus par principales natures de cultures, et majorée jusqu'à l'application des résultats de la révision exceptionnelle des évaluations de la propriété non bâtie, de 50 % (Loi du 26 avril 1930, art. 1^{er}).

Toutefois, dans le cas où par application de l'article 37 de la loi du 15 septembre 1807, il a été accordé remise ou modération de l'impôt foncier pour pertes survenues au cours de l'année antérieure à celle de l'imposition, il n'est pas tenu compte de la valeur locative correspondant au revenu cadastral ayant servi de base au calcul du dégrèvement (Loi du 27 décembre 1927, art. 4).

En d'autres termes, les exploitations éprouvées par suite d'événements extraordinaires (grêle, gelée, inondation, maladies cryptogamiques, etc.), échappent d'office à l'impôt sur les bénéfices agri-

(1) Allix et Lecercle « L'impôt sur le revenu ». Tome second, page 15. Librairie A. Rousseau 1926.

coles, lorsque le propriétaire a obtenu remise ou modération de sa contribution foncière, par application de l'article 37 de la loi du 15 septembre 1807.

Par dérogation à la règle générale, sont impossibles d'après le bénéfice réel :

- 1° Les Sociétés soumises au droit de communication des agents de l'Enregistrement;
- 2° Les entreprises commerciales ou industrielles dont les opérations comprennent l'exploitation d'un domaine agricole, lorsque la comptabilité générale de l'entreprise fait état des pertes ou des bénéfices agricoles pour modifier le compte « Pertes et Profits » (Loi du 30 décembre 1928, art. 12).

A condition de produire « les justifications nécessaires par tous les modes de preuve du droit commun » (article 39 du décret du 15 octobre 1926) l'exploitant, dont le bénéfice net réel est inférieur au forfait, a la faculté de présenter, après la mise en recouvrement du rôle, une réclamation tendant à obtenir une réduction proportionnelle de sa cote.

En cas de déficit d'exploitation subi pendant un exercice par un contribuable assujetti à l'impôt, et faisant la déclaration de son bénéfice *réel*, ce déficit est déduit du bénéfice réalisé pendant l'exercice suivant. Si ce bénéfice n'est pas suffisant, pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est déduit du bénéfice du deuxième exercice; s'il existe un reliquat, il peut être reporté sur le troisième exercice.

Le déficit ne peut être déduit que des bénéfices réels des années suivantes. Ce droit est accordé par voie de réclamation pour les contribuables ordinaires, et d'office pour ceux obligatoirement imposés sur le bénéfice réel.

En résumé, alors qu'en Algérie, le forfait s'impose au colon et au fisc, quel que soit le rendement des récoltes, et la fluctuation des prix de vente, il présente dans la Métropole le grave défaut d'être toujours défavorable aux intérêts du Trésor. Le législateur s'est efforcé d'y remédier en votant des dérogations à l'évaluation forfaitaire, grâce auxquelles la cédule des bénéfices de l'exploitation agricole tend de plus en plus en France, à obéir aux principes généraux de la fiscalité moderne, d'après lesquels l'impôt est établi sur la déclaration contrôlée du contribuable (1).

L'avantage du système forfaitaire est généralement expliqué par la difficulté d'évaluer le montant du bénéfice agricole, et par la nécessité de ne pas heurter « les classes paysannes plus rebelles à la divulgation de leurs affaires, et aussi aux investigations du Fisc ». (2).

Ses inconvénients, par contre, l'emportent sur ses avantages : d'après une statistique publiée au « Journal Officiel » du 27 janvier 1934, en réponse à une question écrite posée par M. Guernut, député, les bénéfices de l'exploitation agricole entrent pour 0,45 % dans l'ensemble des revenus assujettis en France, à l'impôt général sur le revenu établi au titre de 1933.

Voici la copie de cette statistique publiée également dans « La Tribune du Fonctionnaire » du 24 février 1934 (les pourcentages ont été ajoutés par le Syndicat des Contrôleurs des Contributions Directes) :

(1) Le Décret du 20 Juillet 1934 (D.P. 1934-4-207) portant réforme fiscale en France, modifie cette législation (voir articles 51 à 58).

(2) Allix. « Traité Élémentaire de Science et de Législation Financière », page 566. Rousseau et Cie. Editeurs 1927.

NATURE DES REVENUS	TOTAL des revenus déclarés (en millions)		POURCENTAGE (Catégorie à total)	
	En 1921	En 1933	1933	1921
Montant global	15.897	51.536	au lieu de	
Propriétés bâties	868	3.807	7 38 o/o	5 46 o/o
Propriétés non bâties	375	997	1 93 o/o	2 35 o/o
Valeurs mobilières	3.536	7.549	14 43 o/o	22 24 o/o
Exploitation agricole	259	234	0 45 o/o	1 62 o/o
Bénéfices industriels et commerciaux	5.358	6.243	12 91 o/o	33 70 o/o
Exploitation minière	20	30	0 06 o/o	0 12 o/o
Traitements, salaires, pensions ...	4.756	30.238	58 67 o/o	29 91 o/o
Bénéfices professions libérales ...	725	2.150	4 16 o/o	4 56 o/o
Revenus encaissés à l'étranger ...	»	288	0 55 o/o	»

En Algérie, bien que moins accusée, l'insuffisance du produit de la cédula agricole, comparativement aux autres impôts, mérite d'être également soulignée.

D'après une statistique insérée dans l'exposé de la situation générale de l'Algérie en 1928, page 73, le produit des rôles des impôts cédulaires de 1928, s'établissait ainsi qu'il suit : (1)

Foncier bâti	34.456.200
Foncier non bâti	50.977.617
Bénéfice agricole	35.943.117
Bénéfices industriels et commerciaux	82.490.543
Traitements et salaires	19.626.209
Bénéfices non commerciaux	2.690.123

(1) Octave Dupond. « Les Délégations Financières ». Librairie des Juris-Classeurs. Edition Godde (Paris 1930).

« Il résulte de ces chiffres que, dans un pays essentiellement agricole, et en pleine période de prospérité, la cédula des bénéfices agricoles produit 2,30 fois moins que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, que le rendement de l'impôt sur les traitements et salaires représente plus de 54 % du produit de l'impôt sur les bénéfices agricoles. »

Depuis 1928, on constate, il est vrai, une progression constante du rendement de cet impôt; elle s'explique par la révision des évaluations foncières.

Cette révision, échelonnée sur quatre années, s'étendit en 1929 et en 1930, sur la première et deuxième des dix séries de communes, prévues par l'article 20 du décret du 11 janvier 1929; en 1931, sur les troisième, quatrième, cinquième, sixième séries. En 1932, sur les septième, huitième, neuvième, dixième séries.

Voici le produit de la cédula, depuis 1929 :

1929:	39.579.216 francs,
1930:	46.658.503 francs,
1931:	46.299.652 francs.
1932:	51.585.905 francs,
1933:	54.902.513 francs.

Le tableau ci-après donne une idée de l'importance relative des impôts sur les revenus établis au titre de 1933:

Contribution foncière (propriétés bâties et non bâties).....	167.328.945
Impôts sur les bénéfices agricoles..	54.902.515
Impôts sur les bénéfices industriels et commerciaux.....	83.440.163
Taxe spéciale sur le chiffre d'affaires.....	1.329.806
Impôts sur le salaire.....	21.836.023

Impôts sur les bénéfices des professions non commerciales.....	5.243.797
Impôt complémentaire sur le revenu	87.152.044
	421.233.293

Il en résulte qu'en Algérie, où toute activité économique est subordonnée à l'agriculture, dans ce pays « où, antérieurement à l'ère de prospérité, qui a caractérisé l'après-guerre, les intérêts agricoles représentaient 80 % de la richesse publique » (1) la cédula agricole produit 1,51 fois moins que la cédula commerciale, et, 2,51 fois plus que celle des traitements et salaires.

Cet état de choses est la conséquence du postulat qu'un Délégué financier n'a pas craint de défendre, devant le Conseil Supérieur du Gouvernement, dans les termes suivants : (2) « Que sont les valeurs locatives? Tout simplement le résultat du calcul du bénéfice agricole ; la valeur locative, en effet, est bien le résultat de la fertilité du sol cultivé. — Eh bien! cette fertilité du sol n'est-elle pas fonction du bénéfice agricole? Lorsque les valeurs locatives sont établies, ne fixe-t-on pas, pour telle région, telle commune, tel territoire, des valeurs différentes les unes des autres, suivant les possibilités de production de ces diverses sortes de terres? »

Ce raisonnement ne démontre rien. Il constitue un bel exemple de pétition de principe: il prend pour accordé, ce qui est en question: « Que sont les valeurs locatives?... Tout simplement le résultat du calcul de bénéfice agricole... »

MM. Allix et Lecerclé ont souligné la vanité des

(1) Duclos. « Contribution à l'Etude de la Réforme Administrative de l'Algérie ». Thèse Alger 1921, page 73.

(2) Octave Dupond (Op. Cit.), page 30.

recherches tendant à établir une relation entre la valeur locative et le bénéfice agricole. Ils déclarent que « les tâtonnements auxquels on a dû se livrer, montrent combien est fragile en réalité le caractère de cette présomption » (1).

L'Administration elle-même n'y attache pas une valeur arithmétique. Pour elle, cette prétendue équation est seulement une « fiction administrative ».

Cette fiction se comprend lorsqu'on examine le détail de la révision des évaluations foncières. On peut adresser à ce travail décennal, deux critiques :

La première concerne les principes ;

La deuxième est une critique de fait :

1° Les valeurs locatives sont établies sur la moyenne des dix dernières années antérieures à celle de la révision des propriétés non bâties ; elles ne sont, d'autre part, revisées que tous les dix ans (art. 20 du décret du 11 janvier 1929, codifiant les textes relatifs à l'assiette des impôts sur les revenus). Il en résulte que le bénéfice agricole établi conformément à l'article 80 du décret précité, d'après la consistance des exploitations au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, est considéré au point de vue fiscal, en fin de période décennale, comme égal à une valeur locative constatée dix ans avant, à la clôture du procès verbal des évaluations, suivant la moyenne des cours pratiqués durant les dix années antérieures au jour de ce procès verbal.

Nous sommes bien loin des principes de la réforme de 1918, destinée à atteindre le revenu *réel* du contribuable. La présomption légale du bénéfice agricole pouvait se défendre avant la guerre ; elle répondait alors, dans les projets qui commençaient

(1) Allix et Lecerclé (Op. Cit.) page 13.

à prendre corps, au caractère « indiciaire » de nos impôts directs. La déclaration faite par M. Cailiaux à la tribune, était fondée : « Nous avons établi, disait-il, en ce qui concerne les bénéfices agricoles, un impôt sur un signe extérieur : la proportion entre le bénéfice agricole et la rente du sol » (1).

Cette présomption est indéfendable si on envisage l'impôt direct établi sur le revenu réel, et non sur les signes extérieurs ! Par ailleurs, depuis la guerre, nous avons connu l'inflation monétaire, la chute du franc, la stabilisation, et, actuellement, la baisse des cours des produits agricoles.

Malgré l'instabilité de ces faits économiques, on a fait état, lors de la révision des évaluations des propriétés non bâties (1925-1926), des moyennes constatées dans les prix de vente, les frais culturaux, les valeurs locatives de 1915 à 1924 ; mais on a ignoré « volontairement » le « côté financier » du travail, c'est-à-dire le fait que ces moyennes étaient tirées de prix évalués en francs de valeur différente.

Il ne pouvait en être autrement ; avant le 25 juillet 1928, date du vote de la loi monétaire, créant un franc nouveau défini comme étant le poids de 65,5 milligrammes d'or (0 gr. 0655) au titre de neuf cent millièmes fin, la jurisprudence prononçait d'une façon générale, la nullité des clauses des contrats obligeant le débiteur d'une somme d'argent à se libérer autrement qu'en billets de banque. Il en a été ainsi notamment pour les stipulations de paiement en or ou en argent (Seine, 17 mars 1919) (Paris, 22 février 1924), en monnaie étrangère (Cass. Civ., 17 mai 1927). En même temps, elle annulait les clauses des baux qui fixaient un loyer

(1) Chambre des Députés. Séance du 30 Octobre 1908. J.O. déb. parl. page 1989.

variable suivant le cours des changes (Paris, 9 juin 1928) (Cass. civ., 31 décembre 1928). Seules avaient été admises les clauses modifiant les fermages d'après les cours des blés (Cass. req., 1^{er} août 1929, D. H. 1929, page 444).

Devant cette jurisprudence, il aurait été illégal d'attribuer au franc des années 1915 à 1924, des coefficients correspondants à la dépréciation de la monnaie. Il faut néanmoins souligner que l'ignorance légale de ces bouleversements économiques, n'a pas permis une exactitude rigoureuse des évaluations administratives, dont les résultats devaient cependant servir de base à l'impôt agricole jusqu'en 1931. A partir de 1932, et jusqu'en 1942, la nouvelle révision des évaluations des propriétés non bâties retient la moyenne des prix pratiqués de 1921 à 1930, période en grande partie troublée par les variations monétaires.

En résumé, l'inexactitude de la présomption légale du bénéfice agricole s'explique, en premier lieu, par l'obligation à laquelle était tenue l'Administration d'ignorer le côté financier du problème des évaluations foncières;

2° Mais, en admettant même une situation économique normale, le travail de la révision appelle des critiques de fait.

Il importe au préalable d'énumérer la série des opérations que comporte la révision des évaluations foncières de la propriété non bâtie. Ces opérations se succèdent dans l'ordre suivant :

a) Etablissement du nouveau tarif provisoire;

b) Classement, à l'aide de ce tarif, de chacune des natures de culture dont se compose la propriété;

e) Ventilation des baux, et fixation du nouveau tarif des évaluations;

d) Calcul des revenus imposables et communication aux propriétaires des résultats de la révision;

e) Examen des observations présentées par les intéressés à la suite de cette communication, et application sur les pièces du dossier des rectifications motivées par les observations reconnues fondées.

Nous laisserons de côté les deux dernières opérations qui ont seulement un intérêt administratif, mais il nous faut étudier avec quelques détails, le mécanisme des trois premières.

L'établissement du tarif provisoire est précédé de la « classification » dont le but est de déterminer le nombre de « classes » qu'il convient d'établir dans chaque groupe de nature de culture, pour tenir compte du degré de fertilité du sol, de la valeur des produits, de la situation topographique des propriétés, des diverses catégories de terrains. Après la classification, on choisit des types, c'est-à-dire des parcelles représentant aussi exactement que possible chacune des classes envisagées et dont la valeur locative « correspond à celle de la moyenne des propriétés à ranger dans la classe » (1) les propriétés prises comme type caractérisant la valeur locative relative de chaque classe, et servant de comparaison, doivent être choisies avec le plus grand soin, de préférence dans des exploitations homogènes de moyenne importance, et parmi celles qui ont fait l'objet de transactions récentes ».

C'est alors qu'est arrêté le tarif provisoire.

L'Inspecteur des Contributions Directes, chargé de ce travail de révision, assisté du Maire, et de

(1) Instruction du 1^{er} Mars 1925 sur la Révision d'ensemble des Evaluations Foncières. Edition Jules Carbonnel 1925.

cing propriétaires, dits « classificateurs », détermine, pour chacune des classes que comprennent les natures de culture, la valeur locative moyenne par hectare. Les valeurs locatives moyennes résultent, « soit des actes de location », soit d'évaluation par comparaison avec « celles qui ont été fixées dans les communes voisines, soit par l'application d'un taux d'intérêt à la valeur vénale, soit d'évaluation directe » :

a) En cas d'évaluation à l'aide des actes de location, l'Inspecteur des Contributions Directes déduit la valeur locative moyenne à l'hectare, pour chaque classe, des prix de location se rapportant aux dix années antérieures à la révision.

b) L'évaluation par comparaison n'appelle pas d'observation particulière;

c) Le calcul de la valeur locative, par application d'un taux d'intérêt à la valeur vénale, présente de grandes difficultés, et n'est guère utilisé que pour certaines natures de culture particulière, telle que terrains d'agrément.

En effet, si la détermination du taux d'intérêt est complexe, l'estimation de la valeur vénale n'est pas plus facile, et doit tenir compte de la situation juridique de la propriété, c'est-à-dire des servitudes dont celle-ci peut être grevée, de sa situation physique, avec ses possibilités d'extension, d'irrigation de sa viabilité interne. En résumé, elle est le résultat d'une analyse approfondie de différents éléments juridiques, physiques, économiques même;

d) Le principe de l'évaluation directe, repose sur cette considération que toute exploitation agricole comprend deux parts:

Celle de l'exploitant, ou bénéfice agricole;

Celle du propriétaire, ou loyer de la terre.

L'Administration estime que la première est égale à la seconde.

Quelle que soit la méthode choisie, « les travaux d'évaluation ont pour objet de faire ressortir la valeur locative réelle moyenne de la propriété non bâtie au cours des dix dernières années ». Par suite, les éléments de calcul utilisés pour la détermination du revenu net, puis de la valeur locative des terres, doivent être considérés, non dans leur valeur actuelle, mais dans leur valeur moyenne « pour la période décennale écoulée » (1).

Cette première opération a permis d'arrêter le « tarif provisoire » des évaluations; le deuxième, « le classement » consiste à ranger les propriétés dans chacune des classes des diverses natures de culture. A cet effet, le Contrôleur des Contributions Directes et les classificateurs comparent la productivité des propriétés envisagées avec celle des types choisis dans chaque classe.

Enfin, la troisième opération a pour objet la fixation du « tarif définitif » des évaluations. L'inspecteur des Contributions Directes détermine, pour chaque propriété louée, le prix réel du loyer correspondant aux propriétés *non bâties*; il calcule la valeur locative qui ressort de l'application du tarif aux terres de ces propriétés. Le rapprochement des deux résultats ainsi obtenus permet, dans la plupart des cas, d'apprécier si le tarif provisoire des évaluations, et les travaux de classement offrent une garantie suffisante. (1) Dans l'affirmative, le tarif d'évaluation est arrêté par l'Inspecteur des Contributions Directes et les classificateurs communaux.

(1) Instruction sur la Révision d'Ensemble du 1^{er} Mars 1925, page 44. Jules Carbonnel, Alger.

(1) Instruction sur les Evaluations Foncières du 1^{er} Mars 1925, page 53. Jules Carbonnel, Alger.

Il a paru indispensable de résumer le mécanisme de l'évaluation foncière, pour juger la portée de l'évaluation forfaitaire du bénéfice de l'exploitation agricole. Il en résulte qu'en fait, la proportionnalité du bénéfice avec la valeur locative est nullement évidente. Certes, les tarifs provisoires sont toujours établis avec une rigueur mathématique, et avec le souci très légitime d'obtenir des résultats précis, conformes aux prescriptions des circulaires administratives; mais dès qu'ils seront soumis aux classificateurs communaux, la technique de l'évaluation cède le pas à une sorte de marchandage. Le classificateur, généralement peu disposé à admettre des résultats théoriques, va présenter aux estimations de l'Inspecteur, des arguments empiriques et peu contrôlables. Le dernier mot appartiendra quelquefois à « celui qui pourra tenir un quart d'heure de plus que son adversaire ». Plus fréquemment, un compromis conciliera les divers avis; et le résultat obtenu exprimera la valeur locative des terres, à laquelle est égal le bénéfice de l'exploitation agricole. Il est permis d'affirmer que la taxation forfaitaire de ce bénéfice est, par excellence, une taxation par « à peu près... »

Une dérogation au calcul du forfait est prévu par l'article 78 du décret du 11 janvier 1929; « Les bénéfices de l'exploitation forestière ne sont soumis à l'impôt sur les bénéfices agricoles, que pour la part du revenu qui n'est pas passible de la contribution foncière des propriétés non bâties. Cette part est fixée forfaitairement aux trois quarts de la valeur locative servant de base à la contribution foncière. Les bois de l'Etat et de l'Algérie ne sont pas cotisés, en principal. »

Une deuxième dérogation à l'évaluation forfaitaire concerne les propriétaires de bois industriels.

Les exploitants « peuvent demander à être taxés
« à l'impôt sur les bénéfices agricoles, d'après le
« revenu réel obtenu au cours de l'année précé-
« dente. Le bénéfice agricole est considéré comme
« égal à la moitié du produit réel de l'exploitation.
« Les contribuables ayant opté pour ce mode de
« taxation y restent soumis pendant une période
« de cinq années. Ils sont, en outre, tenus de faire
« connaître, dans les délais impartis pour la dé-
« claration de l'impôt complémentaire sur l'en-
« semble du revenu, le montant du bénéfice net
« réalisé et de fournir à l'appui de leur déclara-
« tion, lorsqu'ils y sont invités, toutes les justifica-
« tions nécessaires.

« En l'absence de déclaration, ou de justifications
« suffisantes, ces contribuables sont taxés d'office,
« et leur cotisation est majorée de 10 %. En cas
« d'inexactitude reconnue dans la déclaration, ou
« dans les renseignements communiqués, l'impôt
« est doublé sur la portion du bénéfice dissimulé.
« Toutefois, le droit en sus n'est applicable que si
« l'insuffisance constatée est supérieure au quart
« du bénéfice ou à la somme de 20.000 francs. »

SECTION II

Des personnes imposables -- Du lieu de l'imposition

« L'impôt est établi au nom des exploitants dans
chacune des communes où sont situées les proprié-
tés exploitées, et d'après la consistance des exploi-
tations au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition ». (Article 80 du décret du 11 janvier 1929).

En France, l'impôt est établi au nom des exploi-
tants dans la commune où le contribuable possède

son habitation principale au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, et d'après la consistance de son exploitation au 1^{er} janvier de l'année précédente.

« Dans tous les cas d'exploitation en association, l'impôt est établi suivant les règles prévues aux deuxième et troisième alinéa de l'article 65 ci-dessus » (Décret du 28 mars 1931, homologuant la décision des Délégations Financières en date du 22 janvier 1931, article 3).

Il résulte de ce texte que, par analogie avec les exploitations industrielles et commerciales « dans les sociétés en nom collectif, chacun des associés est personnellement imposé pour la part des bénéfices sociaux correspondant à ses droits dans la Société. » (Article 65 du décret du 11 janvier 1929, alinéa 2. — « Dans les sociétés en commandite simple, l'impôt est établi au nom de chacun des commandités pour sa part respective de bénéfices, et pour le surplus, au nom de la Société ». (Article 65, alinéa 3).

Ces dispositions de la décision du 22 janvier 1931, ont eu pour but d'accorder aux membres des sociétés en nom collectif, et aux commandités dans ces sociétés en commandite simple, les réductions pour charge de famille, prévues par l'article 115 du décret du 11 janvier 1929.

« Dans le cas de bail à portion de fruits, le propriétaire est tenu d'indiquer à l'Administration le mode de répartition des fruits, pour ensuite la perception être faite séparément, suivant les obligations et les charges respectives des parties ». (Article 83 du décret du 11 janvier 1929). Ce texte enjoint au bailleur de déclarer « le mode de répartition des fruits » ; mais il ne prévoit ni délai pour l'exécution de cette obligation, ni pénalités en cas de déclaration fausse ou inexacte ; par suite, il est inopérant.

Cette lacune, quoique regrettable, n'entraîne pratiquement aucune conséquence fâcheuse; en Algérie, l'exploitation directe est presque une règle générale. Néanmoins, il importe de souligner que sur ce point comme sur beaucoup d'autres d'ailleurs, la législation métropolitaine est beaucoup plus précise; elle prévoit en l'espèce, qu'une déclaration doit être souscrite par le propriétaire; à défaut de déclaration, la cotisation est établie à son nom et il ne peut obtenir par voie de réclamation; décharge de l'impôt. (Article 34 des L..C)

Les propriétaires indivis sont imposés séparément pour leur part dans les bénéfices; cette solution ne résulte pas de l'application de l'article 3 de la décision des Délégations Financières du 22 janvier 1931, modifiant l'alinéa 2 de l'article 80 du 11 janvier 1929. Antérieurement à cette date, le Conseil d'Etat avait, en effet, jugé que les propriétaires indivis devaient être imposés séparément chacun, pour leur part dans les bénéfices, lorsqu'il s'agissait d'une indivision d'origine héréditaire et que les circonstances de fait n'établissaient pas l'existence d'une société de fait. (C.E. 28-XII-1929. n° 99.803. — C.E. 11 juillet 1930, n° 95.754).

Quoiqu'il en soit, la nouvelle rédaction de l'alinéa de l'article 80, supprime toute contestation : désormais, exception faite des sociétés anonymes. des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés en commandite par actions, qui sont imposées sous une cote unique, le revenu imposable de l'exploitation agricole est réparti entre les propriétaires exploitants indivis et les membres des sociétés en nom collectif et en commandite simple, « d'après la proportion qui, suivant leurs conventions, sert de base au partage des produits ». (1)

(1) Instruction Générale du 31 Janvier 1928. Art. 119, page 105.

Il importe maintenant d'examiner les conséquences pratiques de la règle, d'après laquelle l'impôt est établi « d'après la consistance des exploitations au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition ». (Article 80 du décret du 11 janvier 1929).

Cette règle s'explique peut-être, par une réminiscence d'un principe dont l'importance était considérable et l'application rigoureuse, surtout dans notre ancien système fiscal; il s'agit du principe de l'annualité de l'impôt, d'après lequel l'impôt est dû pour toute l'année à raison des faits existants au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition.

Malgré cette explication, on admet difficilement qu'une atteinte aussi grave soit portée à notre nouveau système d'impôts directs, établis sur les revenus réalisés au cours de l'année antérieure à celle de l'imposition.

Sur ce point, la législation métropolitaine fait preuve d'une plus grande orthodoxie puisque (article 32 L.C.) « l'impôt est établi... d'après la consistance des exploitations au 1^{er} janvier de l'année antérieure à celle de l'imposition ». Mais elle n'en est pas moins fort critiquable: « Nos anciens impôts frappaient théoriquement la situation actuelle du contribuable déterminée par la méthode des signes extérieurs, et comme on n'aurait pu, pratiquement, rectifier constamment en cours d'année les bases d'imposition, il fallait fixer une date — le 1^{er} janvier — à laquelle la situation était arrêtée d'une manière immuable pour toute l'année.

« La règle, au contraire ne se conçoit plus pour nos nouveaux impôts qui portent, non sur le revenu courant, mais sur le revenu réel de l'année passée. » (1)

L'application de cette législation aboutit à des

(1) Edgard Allix (Op. Cit.) page 648.

anomalies inexplicables, même si on se contente de l'approximation de toute imposition forfaitaire.

C'est ainsi qu'en Algérie n'est pas assujetti à l'impôt en 1934, celui qui a exploité un domaine agricole du 1^{er} janvier 1933 au 31 décembre 1933, s'il a, au 1^{er} janvier 1934, abandonné son exploitation. Inversement, sera inscrit au rôle de 1934, le colon qui fera valoir une exploitation au 1^{er} janvier 1934, alors même que du 1^{er} janvier au 31 décembre de l'année précédente, il n'exerçait aucune profession agricole.

La solution de ces incohérences est celle que préconisent MM. ALLIX et LECERCLÉ: « Elle consisterait à proportionner l'imposition forfaitaire à comprendre dans le rôle, à la durée de l'exploitation pendant l'année antérieure » (1).

Elle aurait également l'avantage de supprimer l'injustice résultant du calcul du bénéfice forfaitaire pour l'établissement de l'impôt complémentaire sur le revenu. C'est ainsi que l'Administration algérienne, se référant à l'article 129 du décret du 11 janvier 1929, alinéa II, d'après lequel « les bénéfices provenant de l'exploitation agricole sont, dans tous les cas, arrêtés au chiffre retenu comme base de l'impôt spécial visé au titre III qui précède » avait décidé que, pour le calcul de l'ensemble des revenus, il y avait lieu, dans tous les cas, de retenir le bénéfice forfaitaire au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition. Par exemple, pour l'établissement de l'impôt de 1932, on ajoutait aux divers revenus réalisés en 1931, par un contribuable, le bénéfice forfaitaire agricole au 1^{er} janvier 1932, alors même que ce contribuable ne s'était livré à aucune exploitation agricole en 1931 ».

La jurisprudence n'a pas admis ce point de vue

(1) Allix et Lecerclé (Op. Cit). Tome 2, page 23.

(C. E., 24 juin 1932, n° 14.715). Voici d'ailleurs l'essentiel du dispositif de cet arrêt :

« Considérant que, d'après les dispositions de l'article 6 de la décision des Délégations financières algériennes, homologuée par le décret du 6 décembre 1922, et qui ont remplacé celles de l'article 82 de la décision des mêmes Assemblées, homologuée par le décret du 30 novembre 1919, l'impôt complémentaire est établi d'après le montant total du revenu net annuel dont a disposé chaque contribuable pendant l'année précédente ; que si cet article dispose en outre que les bénéfices de l'exploitation agricole entrant en compte doivent être obligatoirement arrêtés au chiffre retenu comme base à l'impôt cédulaire relatif aux revenus de cette catégorie, il résulte des dispositions précitées du même article que c'est le chiffre retenu comme base de l'impôt cédulaire de l'année précédente qui doit entrer en compte pour la détermination de l'ensemble du revenu, que par suite, c'est à tort qu'il a été fait état, pour le calcul de l'impôt complémentaire dû par le sieur... au titre 1927, des bénéfices agricoles pris pour base de l'impôt cédulaire établi au titre de l'année 1927, au lieu des bénéfices imposés au titre de l'année 1926... ».

Cette jurisprudence, conforme aux principes traditionnels de l'Impôt sur le Revenu, ne devait guère durer. Par une décision du 24 octobre 1932, homologuée par un décret du 26 décembre 1932, les Délégations financières décidaient (article 6), que « les bénéfices provenant de l'exploitation agricole, sont dans tous les cas, arrêtés au chiffre retenu comme base de l'impôt cédulaire établi au titre de l'année en cours. »

Pourquoi remplacer, par cet article 6, l'ancien alinéa 2, de l'article 129 du décret du 11 janvier 1929, qui stipulait que « les bénéfices provenant

de l'exploitation agricole, sont dans tous les cas arrêtés au chiffre retenu comme base de l'impôt spécial visé au titre III qui précède? Il n'existe aucune raison juridique. Le Conseil d'Etat avait bien jugé. Quant au nouveau texte, il présente le défaut d'être en contradiction absolue avec le premier alinéa de l'article 129 qui dispose « que le revenu imposable correspondant aux diverses sources de revenus énumérés à l'article 125 ci-dessus, est déterminé chaque année d'après leur produit respectif pendant la précédente année. »

L'Administration a eu tort de voir le côté exclusivement budgétaire du texte qu'elle faisait voter, les résultats de la Révision pouvant désormais être simultanément retenus, dès 1933, à la cédule agricole, et à l'impôt complémentaire sur le revenu. Mais quel jugement porter sur cet article 129, qui prescrit pour l'établissement du revenu global:

La déclaration des revenus à la disposition du contribuable au cours de l'année antérieure; les revenus fonciers d'immeubles bâtis et non bâtis acquis en cours d'année et dont le propriétaire se réserve la jouissance, étant par exemple déterminés au prorata de la durée de la jouissance de ces immeubles pendant la dite année (C. E., 26 mars 1931; Requête n° 12.235).

La déclaration du bénéfice agricole établi au titre de la même année que l'impôt complémentaire! — Pratiquement, d'ailleurs, l'évaluation du bénéfice agricole étant faite par l'Administration, le contribuable sera dans l'impossibilité, le 28 février ou le 31 mars, de déclarer un revenu dont le montant ne lui est pas notifié par le Contrôleur des Contributions Directes; il laissera obligatoirement à l'Administration le soin de compléter sa déclaration annuelle. A cet égard, il convient de souligner la tendance de l'Administration à annihiler les

effets de la jurisprudence. Nous citerons, après l'arrêt du Conseil d'Etat du 24 juin 1932, n° 14.715, l'arrêt du 17 décembre 1932, n° 13.972, (*Gaz. Pal.*, 31 janvier 1933), qui a jugé contrairement au point de vue de l'Administration que l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux n'était pas applicable à la plus-value réalisée par une entreprise sur la vente, au cours de l'exploitation, d'un matériel usagé. Cet arrêt est devenu caduc, à la suite du vote de l'article 46 de la loi du 28 février 1933 qui complète l'article 4 des lois codifiées par une disposition aux termes de laquelle « le bénéfice net passible de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, est déterminé par les résultats d'ensemble des opérations de toute nature effectuées par les entreprises. En Algérie, un texte identique a été voté par les Délégations Financières, en date du 12 juin 1933 (article 2) homologuée par le décret du 16 novembre 1933.

Dans le même ordre d'idée, les pensions mixtes reconnues exemptes de l'impôt sur les Traitements (Conseil d'Etat du 12 janvier 1933) y sont désormais assujetties, au même titre que les autres pensions de retraite, dans la Métropole, en vertu de l'article 22 de la loi du 23 décembre 1933; en Algérie, en vertu d'une décision des Délégations Financières, votée en juin 1934.

Ce procédé a été blâmé par M. le Professeur Allix (1): « Depuis quelque temps, écrit-il, s'est introduite une détestable pratique qui consiste, toutes les fois qu'une décision de justice a créé une jurisprudence favorable aux assujettis, à introduire discrètement dans la loi du budget une disposition qui brise cette jurisprudence en réformant

(1) « Sans-Fil », numéro du jeudi 1^{er} décembre 1932, reproduit par le *Journal des Sociétés civiles et commerciales* de mars 1933, n° 3, page 176.

le texte dont l'interprétation n'a pas répondu aux désirs du Fisc. Certes, nous ne prétendons pas qu'une loi ne puisse être retouchée ou complétée, quand elle contient des lacunes ou des inadvertances préjudiciables aux intérêts du Trésor. Ce qui est cependant inadmissible, c'est que, systématiquement, chaque fois que la justice donne tort à l'Administration, celle-ci demande immédiatement au législateur de lui donner raison; un petit article est glissé subrepticement dans la loi, un article qui ne fait pas de bruit, qui a l'air bonasse et inoffensif d'une « simple mise au point », qui n'attire pas l'attention sur lui au moment du vote, et l'affaire est faite. »

En ce qui concerne les anciennes contributions directes, il faut noter que la jurisprudence s'est développée sans rencontrer cette opposition administrative blâmée par M. Edgard Allix, et ceci s'explique, du fait qu'elles alimentent les budgets départementaux et communaux. Les impôts sur le revenu et les droits d'Enregistrement sont au contraire perçus au profit de l'Etat; leurs moins-values peuvent avoir de graves conséquences dans la vie politique, économique et sociale du pays. C'est pour les éviter, dans une certaine mesure, que l'Administration est trop souvent amenée à recourir aux « mises au point » si justement critiquées.

SECTION II

Du calcul de l'impôt

L'impôt porte sur les $\frac{3}{4}$ du bénéfice, pour la fraction n'excédant pas 240 francs, sur les $\frac{4}{5}$ pour la fraction comprise entre 241 et 2.500 francs, sur l'intégralité pour le surplus.

On trouve dans le projet de suppression des impôts arabes et de la Contribution des Patentes, et de l'établissement d'un impôt sur les diverses catégories de revenus (1) une explication à ces abattements:

« Le chiffre de 240 francs a été choisi parce qu'il représente approximativement la valeur locative de la superficie qui, avec l'assolement, correspond à une charrue arabe (24 hectares à 10 francs l'hectare). 2.500 francs représentant la valeur locative de 50 hectares à 50 francs l'hectare, (petite propriété européenne). »

C'est ainsi qu'on applique en 1934, des abattements fondés sur des faits économiques constatés en 1918. Or, depuis cette époque, la valeur locative cadastrale des terres et des vignes a varié. Cette variation ressort des statistiques suivantes publiées dans le *Bulletin quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations économiques* du 23 juin 1933.

a) *Terres*. — Dans cette catégorie sont comprises les terres à céréales, les plus nombreuses; les terres à tabac et à cultures maraîchères.

(1) Gouvernement général de l'Algérie: Délégations financières. Session de mai 1918 (Victor Heintz).

La valeur locative moyenne cadastrale a subi des variations suivantes:

1929.....	54 francs
1930.....	54 francs
1931.....	50 francs
1932.....	48 francs

soit, une moyenne de.... 52 francs

En ce qui concerne les vignes, la valeur locative moyenne de l'hectare, valeur arrêtée, également, au cours de la dernière Révision des Evaluations Foncières, s'établit ainsi:

1929.....	775 francs
1930.....	837 francs
1931.....	762 francs
1932.....	865 francs

soit, comme moyenne. 795 francs

Ainsi le critérium retenu en 1918 pour délimiter les catégories passibles de l'impôt a perdu, actuellement, toute valeur.

Il devrait par suite, être révisé; d'autre part, il importerait au premier chef, de prévoir une exonération totale pour la première des tranches du bénéfice taxable, afin d'atténuer la charge fiscale qui pèse sur le petit cultivateur indigène. « L'Algérie indigène est presque toute entière rurale. » (1). Or, le milieu agricole indigène diffère profondément du milieu agricole européen: il est généralement pauvre. Ce fait social s'explique par la politique de colonisation. M. Milliot écrit dans son cours de législation algérienne, marocaine et tunisienne: (2)

(1) M. E.-F. Gautier: *L'Evolution de l'Algérie de 1830 à 1930*. Cahier du Centenaire III (Publication du Comité National Métropolitain du Centenaire de l'Algérie).

(2) 2^e Partie, Section IV. Le Problème de la Colonisation. Répercussion sur le milieu indigène traditionnel.

« La population implantée est de 831.000 individus dont 200.000 agriculteurs occupant 2 à 2.500.000 hectares. A cette superficie, il faut ajouter trois millions et demi d'hectares de biens domaniaux et communaux; par conséquent, la colonisation française s'est traduite par un prélèvement de 5 à 6 millions d'hectares environ.

« A vrai dire, il ne faut pas prendre ce chiffre d'une manière trop absolue. Les biens domaniaux sont en grande partie des forêts ou des terrains de pacage. Mais il est certain qu'il reste un prélèvement absolu de 3 millions environ d'hectares. En regard de ce chiffre, il faut placer le chiffre de la population indigène, 4 millions à 5 millions, avec une augmentation de 30.000 à 50.000 têtes par an; population de 4 1/2 à 5 millions dont les 3/4 sont une population essentiellement agricole. La conclusion de cette comparaison est que le problème de la colonisation est redoutable pour les indigènes, problème dont la solution intéresse la vie même des indigènes ».

L'exonération totale d'un bénéfice minimum n'aurait peut-être pas une répercussion très importante; elle présenterait pourtant l'avantage d'exonérer de l'impôt les nombreux indigènes de condition très modeste, d'alléger les rôles des bénéfices de l'exploitation agricole d'une poussière de cotisations difficilement recouvrables.

Au bénéfice taxable, calculé comme il est dit ci-dessus, est appliqué un taux de 3,50 %, en principal, auquel s'ajoutent les centimes additionnels départementaux et communaux. Le « principal » constitue la part revenant à la colonie; quant aux centimes additionnels, ils sont perçus au profit des départements et des communes.

Voici les taux appliqués en 1934 dans quelques communes du département d'Alger:

Alger	11,3281469	%
El-Biar	7,152637625	%
Boufarik	8,0667755	%
Cherchell	8,3393135	%
Médéa	9,7020035	%

Dans la Métropole, l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, comme toutes les autres cédulas de notre système d'impôts directs, et comme l'impôt général sur le revenu, est perçu au profit de l'Etat; aussi, est-il dû dans la commune où le contribuable possède son habitation principale au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition ». (L.C., article 32).

En Algérie, l'application, au principal de l'impôt, des centimes additionnels communaux et départementaux explique l'imposition du bénéfice de l'exploitation agricole dans chacune des communes où se trouvent les propriétés exploitées (article 89 du décret du 11 janvier 1929). Cette explication relevée dans le « Projet de suppression des impôts arabes... et établissement d'un impôt sur les diverses catégories de revenu » (article 56) n'a pas une valeur absolue; elle est insuffisante. L'imposition au domicile, au siège de l'entreprise, ou au lieu du principal établissement, est une règle qui résulte de la personnalité des impôts sur le revenu. L'existence de centimes additionnels venant accroître le principal, ne justifie pas le cantonnement des impositions dans les différentes communes où sont situées les exploitations agricoles.

En réalité, il semble que le premier alinéa de l'article 80 du décret du 11 janvier 1929 se ressente du caractère forfaitaire de la cédula des bénéfices agricoles, caractère auquel s'ajoute un certain mépris des grands principes de l'Impôt sur le

Revenu!... Et puisqu'il paraît impossible, pour les motifs exposés dans le projet de 1918, de grouper l'imposition des bénéfices de l'exploitation agricole au siège de l'exploitation principale, (ou au domicile de l'exploitant) comment a-t-on pu, en 1924, lors de la suppression de la taxe sur les locaux professionnels (1) et du remplacement de cette taxe par des centimes au principal de l'impôt sur les bénéfices commerciaux, maintenir le texte de 1918? En effet, il résulte de ce texte, que l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est établi au nom de chaque exploitant pour l'ensemble de ses entreprises exploitées en Algérie, au siège de la direction des entreprises, ou à défaut, au lieu du principal établissement (actuellement, article 65 du décret du 11 janvier 1929).

Nous reconnaissons qu'il y a une impossibilité de fait à adopter une autre solution; généralement les commerçants et industriels ayant plusieurs succursales centralisent leurs opérations à la direction de l'entreprise où se trouve la comptabilité générale.

Devant l'impossibilité de déterminer les résultats nets, de chaque succursale, et pour ne pas supprimer, sans compensation pour les communes et les départements la taxe sur les locaux professionnels, il a fallu concilier la rigueur des principes avec les nécessités pratiques. Une solution satisfaisante a été trouvée, la voici :

« Le produit des centimes additionnels à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux perçus sur les cotisations des exploitants possédant des établissements dans les communes autres que celle où est établie l'imposition, sera répartie entre

(1) Décret du 9 décembre 1924 homologuant une Décision des Délégations financières du 21 juin 1924.

les départements et les communes intéressées au prorata des valeurs locatives et du nombre des centimes votés par chacun des unités administratives. » (1)

Ainsi, contrairement à l'opinion exprimée dans le projet de budget de 1918, il est possible d'établir les impositions au siège de l'entreprise agricole, ou au domicile de l'exploitant. Il suffirait, comme le prescrivent d'ailleurs les instructions administratives (2) relatives à l'impôt cédulaire sur les bénéfices commerciaux :

1° de grouper, à l'établissement principal ou au domicile, les renseignements concernant les valeurs locatives des propriétaires exploitées par le même contribuable dans les différentes communes;

2° de dresser, par commune, un état sur lequel seraient mentionnés l'article du rôle de chaque contribuable, les exploitations donnant lieu à répartition, leur valeur locative, le produit des centimes additionnels au principal;

3° de totaliser le produit des centimes devant revenir aux communes et départements dans lesquels sont situées les exploitations secondaires.

(1) Art. 13 de la loi du 31 décembre 1924, autorisant la perception des droits applicables au budget de l'Algérie pour l'exercice 1925.

(2) Circulaire du Gouvernement Général de l'Algérie du 20 mai 1925, n° 61.

TITRE V

Terrains d'agrément

Sont considérés comme tels et assujettis à l'impôt sur les bénéfices agricoles, dans les mêmes conditions que les exploitations proprement dites : « Les parcs, jardins, avenues, pièces d'eau et tous les terrains réservés au pur agrément. » (1)

« Sont exemptes de l'impôt, les personnes ayant la jouissance de terrains d'agrément dont la superficie n'excède pas 3 hectares, et dont le revenu imposable n'est pas supérieur à 900 francs. » (2)

L'imposition des terrains d'agrément détermine deux critiques :

1° Elle n'atteint pas un bénéfice agricole. Elle constitue plutôt « une sorte de taxe sur la richesse acquise et improductive. » (3). Dans la Métropole, ce revenu « fictif » n'est pas retenu pour la détermination du revenu global passible de l'impôt général sur le revenu (4). En Algérie, où le forfait agricole a une valeur intangible, il s'ajoute aux autres catégories de revenus pour le calcul de l'impôt complémentaire sur le revenu. Le troisième alinéa de l'article 129 du décret de codification stipule en effet que « les bénéfices provenant de l'exploitation agricole sont

(1) Alinéa I de l'article 84 du décret du 11 janvier 1929.

(2) Alinéa II de l'article 84 du décret du 11 janvier 1929.

(3) Feuilles de Documentation Pratique d'Impôts directs. Francis Lefèvre. Série O, n° 206.

(4) Article 303 de l'Instruction Générale du Ministère des Finances du 31 janvier 1928.

dans tous les cas, arrêtés au chiffre retenu comme base de l'impôt cédulaire établi au titre de l'année en cours. »

- 2° Elle est négligeable. A vrai dire, il n'existe pas de documents officiels permettant d'en chiffrer le produit; mais il est permis d'affirmer que celui-ci est minime, en raison de la rareté des terrains d'agrément, en Algérie. Aussi la suppression de l'article 84 serait sans inconvénient; elle aurait en outre, l'avantage de faire disparaître cet impôt « sur la richesse active et improductive » qui ne se retrouve pas dans notre système d'impôt direct.

Dans la Métropole, la suppression de l'article 36 des L. C. a été également demandée par le Syndicat des Membres de l'Administration des Contributions directes. (1)

Que faut-il entendre par terrains d'agrément?

Ce sont « des propriétés qui ne sont pas mises en valeur par un mode normal d'exploitation. » (2)

C'est ainsi qu'il y a lieu de faire entrer dans cette catégorie dès l'instant qu'elles ne font pas l'objet d'une exploitation agricole:

- 1° Les parcelles situées à l'intérieur des murs, coupées d'allées et aménagées dans un but d'agrément. (3)
- 2° Les parcelles aménagées pour les sports et qui y sont exclusivement affectées. (4)

(1) La Réforme Fiscale (art. 37, page 75).

(2) Instruction Ministérielle du 31 janvier 1928 (article 126).

(3) Conseil d'Etat, 31 mai 1929, n^{os} 79.135 à 79.141 (Héritiers Muchat).

(4) Conseil d'Etat, 11 juillet 1930, n^{os} 81.302 à 81.304 (Société Anonyme de la Boulie, (Seine-et-Oise).

TITRE VI

SECTION I

Charges de famille

Les contribuables ont droit, à raison de leur situation de famille telle qu'elle existe au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, à des réductions dont le taux varie de 10 % à 50 %. En effet, d'après l'article 115 du décret de Codification « chaque contribuable a droit à une réduction de 10 %, s'il est marié ou veuf, ayant à sa charge un ou plusieurs enfants; il a droit, d'autre part, à raison des personnes à sa charge, telles qu'elles sont définies à l'article 132, à une réduction de 5 % pour une personne, 10 % pour deux personnes, 15 % pour trois personnes, 20 % pour quatre personnes, et ainsi de suite, chaque personne au delà de la quatrième donnant droit à une nouvelle réduction de 10 %, sans que la réduction puisse être au total, supérieure à la moitié de l'impôt, ni dépasser 2.000 francs pour le contribuable marié, et 1.000 francs pour chaque personne à sa charge. »

Mais l'obtention de ces réductions est subordonnée à la production d'une déclaration pour charges de famille (1). Celle-ci doit, sous peine de nullité, être adressée au Contrôleur des Contributions directes, du lieu du domicile, dans les deux premiers mois de chaque année; « elle est valable

(1) Article 116 du Décret du 11 janvier 1929.

tant que ses indications n'ont cessé d'être exactes... ».

« Toutefois, les commerçants et les industriels qui rentrent dans la catégorie visée à l'article 59, deuxième alinéa, et qui, au cours de l'année antérieure à celle de l'imposition ont clos leur exercice comptable pendant le mois de décembre, sont admis à produire leurs déclarations jusqu'au 31 mars suivant. »

Notons, à ce sujet, une disposition intéressante, édictée en faveur de certains indigènes: « Les indigènes habitant les douars rattachés aux communes de plein exercice, et les douars des communes mixtes ont la faculté de faire verbalement leurs déclarations à la Mairie. » (1)

SECTION II

Les omissions totales ou partielles peuvent être réparées jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant celle au cours de laquelle l'imposition aurait dû être établie. (2)

SECTION III

Contentieux de l'impôt

L'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole est un impôt non secret; deux autres cédules de ce « Jus Novum » élaboré en 1918, présentent la même particularité: la Contribution foncière

(1) Dernier alinéa de l'article 116.

(2) Article 119, modifié par le Décret du 26 décembre 1932, homologuant la Décision des Délégations financières en date du 24 octobre 1932.

des propriétés bâties, la Contribution foncière des propriétés non bâties. Il en résulte plusieurs conséquences :

- 1° Les réclamations que soulève l'assiette de l'impôt sont transmises pour avis au Maire de la Commune où est établie l'imposition (article 159 du décret du 11 janvier 1929).
- 2° Devant la juridiction administrative les réclamations sont jugées en audience publique.
- 3° Les contribuables peuvent se faire délivrer des extraits de rôle, concernant les cotisations des autres exploitants (article 162 du décret précité).

Le contentieux, en raison du caractère forfaitaire de l'impôt, ne présente aucune difficulté. Les litiges portent uniquement sur des erreurs matérielles :

- 1° *Sur le véritable exploitant.* — Cette éventualité, quoique rare, est possible. En effet, les Délégations financières algériennes n'ont pas voté de disposition analogue à l'article 34 des lois codifiées obligeant le propriétaire de domaines *affermés*, à remettre, dès le renouvellement de leurs baux, au Contrôleur du Siège de l'exploitation, une déclaration précisant les superficies des fermes et l'identité des exploitants; l'inexécution de cette obligation étant sanctionnée par l'imposition du propriétaire dans tous les cas...

Il existe, il est vrai, un texte (article 83 du décret du 11 janvier 1929) stipulant « que dans le cas de bail à portion de fruits, le propriétaire est tenu d'indiquer à l'Administration le mode de répartition des fruits ». Mais les Délégations financières algériennes ont négligé de fixer un délai pour l'exécution de cette obligation, et des

pénalités en cas de refus de déclaration ou même de fausse déclaration. »

2° *Sur la situation de famille de l'exploitant.* —

Pour l'application des réductions prévues par l'article 115 du décret du 11 janvier 1929.

Les réclamations peuvent être adressées :

a) A la Mairie, dans le mois qui suit celui de la mise en recouvrement du rôle (1).

b) A la Direction des Contributions directes (2), dont dépend le lieu de l'imposition, réclamation écrite sur papier libre (3), et faite dans les trois mois suivant celui de la mise en recouvrement du rôle.

Dans le cas où l'imposition a été établie par faux emploi, le délai ci-dessus ne part que de la date des premières poursuites avec frais (4).

Sous l'empire de la législation antérieure à la loi du 27 décembre 1927, les réclamations devaient être adressées au Préfet qui les transmettait pour avis, au Directeur des Contributions directes. La loi de 1927 a supprimé l'intermédiaire du Préfet; en outre, elle prescrit au Directeur de statuer dans le délai de six mois, à partir de la date de la réclamation.

Il résulte des travaux parlementaires préparatoires au vote de la loi, que le Directeur statue comme chef de service, redressant les erreurs des agents placés sous ses ordres (Rapport général de M. Chéron, Annexe n° 652. *J. O.*, 1927. Documents Parlementaires, page 823). En résumé, la décision

(1) Loi du 18 juillet 1911 (article 5).

(2) Loi du 27 décembre 1927 (article 10).

(3) Loi du 31 mars 1932 (article 4).

(4) Loi du 29 décembre 1884 (article 4).

du Directeur sert à lier le contentieux devant le Conseil de Préfecture, mais elle reste juridiquement dépourvue de tout caractère juridictionnel.

c) Contre la décision de rejet du Directeur, le contribuable peut se pourvoir devant le Conseil de Préfecture, dans le mois à dater de la notification. Mais il ne serait pas recevable à porter directement devant le Conseil de Préfecture, une réclamation qui n'a pas été soumise au Directeur des Contributions directes (1).

La réclamation doit être présentée devant le Conseil de Préfecture, sur papier timbré, quelle que soit le montant de la cote, elle doit être, de plus, accompagnée de l'avis de notification du Directeur.

d) Le contribuable peut faire appel, devant le Conseil d'Etat de l'arrêté rendu par le Conseil de Préfecture, dans le délai de deux mois à dater de la notification (2).

Rappelons que les contribuables indûment imposés peuvent, sous certaines conditions, user de la faculté de surseoir au paiement de l'impôt contesté (3).

A côté du contentieux de l'impôt, il existe une juridiction gracieuse, à laquelle ressortissent des demandes en remise ou en modération. Dans ces hypothèses, le contribuable ne discute pas la légalité de l'imposition, il plaide l'équité, il sollicite, pour cause de gêne ou d'indigence, une exonération partielle ou totale de ses impôts.

A titre exceptionnel, des dégrèvements gracieux peuvent aussi être accordés aux exploitants ayant

(1) Conseil d'Etat, 27 mars 1931. Req. n° 15.578.

(2) Loi du 22 juillet 1889 (article 57).

(3) Loi du 27 décembre 1927 (article 15).

subi d'importantes pertes à la suite d'événements accidentels ou imprévus.

Pour la présentation des demandes en remise ou en modération, il n'y a pas de délai de forclusion. Le Directeur des Contributions directes est compétent.

A la fin de ce chapitre, il importe de juger la fiscalité agricole actuellement en vigueur. La méthode qui convient le mieux à ce travail, consiste à examiner les trois opérations qui se succèdent pour l'établissement de tout impôt direct :

L'assiette,
Le recouvrement,
Le contentieux.

L'assiette de l'impôt est très simple — réserve faite pour les exploitations de bois industriels (1). Les contribuables n'ont pas à faire connaître leur bénéfice. Muni de bulletins individuels détaillant la consistance de chaque exploitation agricole ressortissant à sa division, le Contrôleur des Contributions Directes note, au cours de sa tournée annuelle dans un cadre réservé à cet effet, le nom de l'exploitant, la superficie exploitée au 1^{er} janvier; ces renseignements lui sont fournis par le Maire et la Commission des Répartiteurs. Ainsi, l'assiette de l'impôt ne présente aucun caractère inquisitorial; elle ne nécessite, en principe, aucune correspondance entre le contribuable et le fisc; aucune procédure n'est d'ailleurs prévue pour l'échange de cette correspondance : aucune pénalité n'est applicable en cas de refus de répondre.

Bref, l'assiette de l'impôt est une opération administrative unilatérale; l'Administration re-

(1) Décret du 11 janvier 1929 (article 79).

nonce pour une fois à faire appel à la « collaboration » du contribuable.

Le recouvrement n'appelle aucune observation ; l'impôt est exigible mensuellement, à partir du premier mois qui suit la mise en recouvrement du rôle et en autant de fractions égales, qu'il reste de mois à courir depuis ce jour jusqu'à la fin de l'année. Toutefois, lorsque le rôle a été mis en recouvrement postérieurement au 31 août, l'impôt est exigible mensuellement en quatre fractions égales. (1)

Le contentieux, nous l'avons déjà dit, ne présente aucune difficulté ; l'évaluation forfaitaire du bénéfice étant intangible.

En résumé, la cédule des bénéfices de l'exploitation agricole, en Algérie, avec un mécanisme rudimentaire qui semble un anachronisme dans la fiscalité actuelle, présente pour le contribuable et le fisc, les avantages et les inconvénients qu'on s'accorde à reconnaître aux « quatre vieilles ».

Commodité de l'imposition, respect du secret des affaires, tels sont les avantages.

Taxation par à peu près, échec à la notion de justice qui est à la base de l'édifice fiscal construit en 1918, en font les inconvénients.

(1) Décret du 11 janvier 1929 (article 158).

CHAPITRE IV

Dans les chapitres précédents, après avoir noté l'importance de l'agriculture en Algérie, nous avons successivement critiqué le premier essai de législation fiscale agricole dans cette colonie, puis les articles 76 à 83 du décret de codification du 11 janvier 1929 actuellement en vigueur.

Il nous faut, désormais, faire œuvre constructive et présenter un essai d'imposition du bénéfice réel de l'exploitation agricole. Cette œuvre peut sembler vaine dans un pays où, depuis le 10 décembre 1921 (date du décret homologuant la décision des Délégations Financières des 13 et 18 juin 1921), le forfait agricole n'est plus discuté; elle sera néanmoins entreprise, à seule fin de dissiper les équivoques et tenter de détruire les idées préconçues répandues en vue de justifier le maintien d'un « privilège ».

En France, des Parlementaires influents (1), n'ont cessé de combattre le forfait agricole; des auteurs l'ont qualifié de « taxation par à peu près » (2). Grâce à eux, son domaine se rétrécit sans cesse; le décret du 20 juillet 1934, portant réforme fiscale en matière d'impôts directs et taxes

(1) François Piétri (*op. cit.*), page 46. — Joseph Cail-
laux: *L'Information* du 22 août 1933.

(2) Edgard Allix (*op. cit.*), page 476.

assimilées « consacrent un nouvel effort vers la recherche du revenu réel. L'alinéa 2 du nouvel article 53 des lois codifiées stipule, en effet, que, « lorsque l'évaluation forfaitaire (du bénéfice agricole) fixée en conformité de l'article 52 excède 5.000 francs, le contrôleur peut, de son côté, s'il est en mesure d'établir que le bénéfice réel de l'exploitation est supérieur à cette évaluation, et à charge d'apporter, en cas de contestation, les justifications nécessaires, prendre le bénéfice réel pour base de l'impôt ».

Certes, nous sommes sceptique quant au résultat pratique de ce texte, qui aurait dû prévoir la déclaration contrôlée. Mais nous tenons à en souligner l'importance théorique.

En Algérie, les Délégations Financières, les agriculteurs, l'Administration, ne sont nullement disposés — pour des raisons différentes — à suivre l'exemple de la Métropole: ils repoussent en parfait accord, l'imposition du revenu réel de l'exploitation du sol.

Une telle politique fiscale, de la part des Délégations Financières, ne saurait étonner quiconque est averti des affaires algériennes. Instituées, d'après les termes des travaux préparatoires du décret du 23 août 1898 « pour apporter au Gouvernement Général de l'Algérie, le concours d'opinions libres, d'avis éclairés, et de vœux réfléchis émis par des représentants directs des contribuables algériens sur toutes les questions d'impôts et de taxes assimilées », l'Assemblée des Délégations Financières constitue moins une représentation des intérêts de tous les contribuables, qu'une représentation des intérêts de la propriété agricole. A cet égard, il est intéressant de préciser que « sur les soixante-neuf Délégués financiers, 53 représentent exclusivement

ou principalement les intérêts de la propriété agricole » (1).

1) Délégations des Colons :

24 Délégués - 24 Propriétaires Fonciers.

2) Délégation des non Colons :

24 Délégués - 11 Propriétaires de grands domaines.

3) Délégations des Indigènes :

21 Délégués - 18 Agriculteurs.

— — —
Totaux : 69 Délégués - 53

Devant une telle majorité, est irrémédiablement vouée à l'échec, toute initiative tendant — dans un but d'équité fiscale, — à soumettre les revenus agricoles à une taxation plus conforme au droit commun. Nous en avons un exemple : en 1928, un Délégué non colon déposait la motion suivante :

« Les Délégations Financières,

« Considérant que l'impôt sur le revenu, en ce qui concerne les exploitations agricoles, basé sur le forfait, est contraire au principe de l'égalité fiscale;

« Considérant que toutes les autres cédulas de l'impôt sur les revenus sont appliqués sur les bénéfices réels des contribuables;

« Demandent que soit appliqué l'impôt sur les bénéfices réel pour toutes les exploitations agricoles, dont la valeur locative est supérieure à 50.000 francs, la dite valeur locative déterminée pour la dernière révision des évaluations foncières. » (D. F. 1928, pages 818 à 859. Colons, pages 52 et suivantes, 773 et suivantes; Non-Colons, pages 67 à 96).

La motion ne fut pas mise aux voix, parce qu'elle avait un caractère budgétaire, et ne pouvait, en conséquence, venir en Assemblée plénière qu'a-

(1) Maurice Viollette: *L'Algérie vivra-t-elle?* Librairie Félix Alcan, 1931, page 303.

près adoption par la Délégation à laquelle appartenait son auteur. La dite délégation l'avait repoussée (1).

Reprise l'année suivante par le même Délégué, avec le chiffre de 100.000 francs, au lieu de 50.000, la proposition subit le même échec. Or, à l'époque, le bénéfice agricole des vignobles, de l'aveu de certains viticulteurs, correspondait environ au 1/8 du bénéfice réel; pour les terres à céréales, la différence était moins considérable.

Quoi qu'il en soit, par ces fins de non recevoir, l'Assemblée des Délégations Financières a manifesté sa volonté de ne plus admettre la discussion de projets susceptibles d'atteindre, dans un but d'équité, les revenus agricoles de sa majorité elle a ainsi failli à la mission que lui avait confié le décret de 1898, et démontré son incapacité à légiférer avec sérénité. Sa carence justifie la floraison actuelle des projets tendant à réformer l'institution.

Quant aux colons, leur attachement au forfait est non moins exclusif, c'est évident; mais il prend un aspect imprévu : on aurait pu croire que la crise actuelle et la baisse des prix dans l'agriculture les inciteraient à demander à leurs élus le vote de quelques dérogations au forfait, afin de tenir compte, par exemple, des déficits d'exploitation ou des résultats inférieurs à la valeur locative des terres exploitées.

Il n'en est rien. Ils s'attaquent à la révision des évaluations foncières terminée en 1932, en pleine crise agricole, et ils proposent, pour en atténuer les effets, « l'adoption d'un coefficient de réduction

(1) Octave Dupond (*op. cit.*), page 53.

des valeurs locatives, permettant le rajustement des tarifs à la réalité des faits » (1).

Les agriculteurs algériens n'envisagent pas, à côté de cette solution « que commande l'équité », l'éventualité plus simple d'asseoir l'impôt agricole sur les bénéfices réels de leur exploitation; ils préfèrent, parce que les avantages fiscaux dont ils bénéficient sont en péril, une solution nébuleuse de nature à contribuer, avec tant d'autres hérésies fiscales, à faire « sombrer l'impôt direct dans l'inégalité et le privilège » (2).

Quant à l'Administration, elle semble désarmée devant la puissance des groupements de colons et devant l'intransigeance de l'Assemblée des Délégations Financières.

En réalité, elle doit subir le fait que dans tout pays, la classe sociale au pouvoir aménage le système fiscal à son profit; aussi, a-t-elle tendance à souligner les avantages des impositions forfaitaires agricoles, sans appuyer sur les inconvénients. Voici sa thèse: en période de crise économique, il importe de s'assurer des ressources stables et d'un recouvrement facile: l'impôt forfaitaire agricole présente ces avantages; en période de dépression économique, il alimente les caisses de la colonie avec la même régularité qu'en période de prospérité. C'est ainsi que le produit de la cédule agricole a atteint:

en 1932: 51.585.905 francs,

en 1933: 54.902.513 francs,

alors que l'impôt sur les bénéfices industriels et

(1) *Le Temps*, n° du 8 mai 1934.

(2) *L'Information* du 22 août 1933, par M. Joseph Cailiaux.

commerciaux assis sur les résultats réels de l'entreprise, est en régression sensible; il est tombé de :

88.109.705 en 1932
à 83.440.163 en 1933

Cette argumentation présente quelques lacunes :

1° Elle n'est pas sans valeur en période de crise économique. Mais les crises « sont une perturbation brusque dans l'équilibre économique ; elles peuvent apparaître comme des espèces de maladie de l'organisme économique » (1). Dans un cycle économique, il existe plusieurs phases; d'après le Comité Harvard, celles-ci sont au nombre de cinq : la reprise des affaires, la prospérité, la tension financière, la crise, la dépression, après laquelle un nouveau cycle recommence.

La stabilité des forfaits si avantageuse au point de vue budgétaire, en période de crise, est un défaut lorsque la prospérité des affaires est revenue : et nous admettrons si « la crise est une maladie de l'organisme économique », que les remèdes destinés à atténuer les dégâts qu'elle occasionne doivent être abandonnés, dès que la maladie est guérie! L'argument, favorable au forfait, rappelle celui qu'on tirait autrefois de la comparaison des Contributions Directes et des Contributions Indirectes: on reconnaissait aux premières, une supériorité sur celles-ci, fondée sur leur solidité, sur la régularité de leur rentrée aux périodes de crise. Mais « les quatre vieilles » ont été remplacées par l'impôt sur les revenus. Notre nouveau système fiscal est désormais influencé par les difficultés économiques : fléchissements

(1) Charles Gide: *Cours d'Economie Politique*, Librairie du Recueil Sirey, 8^e édition. Tome I, page 219.

de revenus, difficultés des recouvrements sont de plus en plus fréquents. Il n'est pas question, pour cela, de revenir « aux quatre vieilles » dont le produit était à peu près connu au moment de l'établissement du budget.

A cet égard, il faut choisir: la stabilité avec les signes extérieurs, ou la réalité des revenus avec les déclarations contrôlées; dans le premier et le second cas, il ne doit pas y avoir d'exception: tous les impôts directs doivent être établis d'après les mêmes principes;

2° Les adversaires de l'imposition du bénéfice réel ont laissé entendre que, depuis la révision des évaluations foncières 1929-1932, le bénéfice forfaitaire est devenu supérieur au bénéfice réel; il a cessé d'être un mode de taxation favorable aux agriculteurs. Ainsi, ce serait aller à l'encontre des intérêts du Trésor que de substituer à l'article 77 du décret du 11 janvier 1929, un texte stipulant l'imposition du bénéfice réel.

Cette affirmation emporte condamnation d'un impôt qui demanderait désormais aux seuls agriculteurs « de contribuer aux dépenses du Gouvernement non en proportion de leurs facultés respectives, mais au-delà de ces facultés ». En vertu de quel droit? des conjectures économiques! C'est une équivoque; elle nous paraît surtout résulter du désir de voir à tout prix subsister un mode d'imposition favorable à une catégorie « d'assujettis ». A cet égard, nous la jugerons, en rappelant le vers de Lucrèce :

« Tout paraît jaune à ceux qui ont la jaunisse »
Lurida proeterea fiunt, queecumque tuentur.
Arquati (1).

(1) Lucrèce, IV. 333.

Pour résumer un exposé qui tend, non pas à accroître les charges fiscales des contribuables, mais au contraire à en assurer une meilleure répartition, nous estimons que :

- 1° Dans une législation homogène, l'impôt direct doit être établi sur les revenus réels, ou sur les revenus forfaitaires. La coexistence de ces deux procédés entraîne arbitraire et privilège;
- 2° L'impôt sur le revenu réel étant la règle, et une règle conforme aux principes du droit fiscal élaboré en 1918, la cédula des bénéfices de l'exploitation agricole doit être soumise au droit commun.

Toute proposition tendant à infirmer ce point de vue repose sur des équivoques.

Constitue une équivoque: l'idée assez répandue, d'après laquelle les agriculteurs, en particulier, éprouvent une grande répugnance à dévoiler aux agents du Fisc le secret de leurs affaires? Peut-on affirmer, sans invraisemblance que ce sentiment n'est pas partagé par les commerçants, les salariés, les médecins et les avocats, de qui on exige des déclarations précises, sous peine d'encourir des taxations d'office et des pénalités.

Constitue une équivoque, soigneusement entretenue, l'opinion d'après laquelle il est difficile de déterminer avec précision le bénéfice d'une exploitation agricole. On peut, actuellement poser comme certain, le fait qu'indépendamment des sociétés agricoles de capitaux, si nombreuses en Algérie, la plupart des exploitants de grands domaines, tiennent par nécessité, une comptabilité. Les colons dont on loue, non sans raison, l'esprit pratique sans cesse tourné vers le progrès, n'ont pas accoutumé de laisser au hasard le soin de gérer leurs intérêts. La plupart sont des hommes d'affaires ;

beaucoup d'entre eux sont instruits. La mise en valeur d'un domaine agricole, (l'Algérie, nous le rappelons est le pays des latifundia) ne demande pas moins d'ordre et de méthode que celle d'une entreprise commerciale ou industrielle de même importance. Les immobilisations, le matériel d'exploitation, les opérations de caisse, de banque, doivent être enregistrés avec soin, sous peine de courir à la déconfiture. Les stocks doivent être évalués d'après les mêmes principes que dans le commerce. En résumé, nous estimons que les colons sont en mesure de déclarer leurs bénéfices réels, dans les mêmes conditions que les autres contribuables. Il y a cependant une difficulté: elle est relative à l'imposition des indigènes dont la masse est ignorante. Cette difficulté n'est pas spéciale à la cédule des bénéfices agricoles; elle n'a pas cependant été jugée suffisante pour assujettir à la cédule des bénéfices industriels et commerciaux, commerçants indigènes et européens d'après des règles différentes.

En l'espèce, il faudra s'en remettre à la sagesse des Contrôleurs des Contributions directes qui, par leur connaissance de l'économie industrielle, commerciale et agricole, auront la possibilité de recourir à des comparaisons judicieuses avec les déclarations reconnues exactes, et d'établir même dans des conditions difficiles des impositions très équitables.

3° Il est tendancieux d'affirmer, à priori, que depuis la révision générale des évaluations foncières de 1929-1932, le bénéfice forfaitaire s'approche du bénéfice réel et même le dépasse.

A vrai dire, il n'est pas facile, sur ce point, de produire toutes les précisions désirables. Les sociétés anonymes agricoles publient leur bilan et

leur compte de profits et pertes dans les journaux financiers. Nous les avons principalement consultés, ainsi qu'un ouvrage édité par le Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie « Les valeurs de l'Afrique du Nord ».

Voici les enseignements que nous croyons pouvoir en tirer: Nous n'entendons nullement rechercher en ce travail une justification de la condamnation du forfait. Nous savons par expérience, que la comptabilité est un art et qu'un bilan ne donne pas toujours les résultats exacts d'une entreprise; il peut, suivant les cas, faire apparaître des bénéfices atténués ou exagérés. Mais on peut admettre que, fréquemment, les résultats accusés par les livres, sont inférieurs à la réalité. La bonne foi du contribuable n'est pas suspectée mais, effrayée à juste titre, par les cascades d'impôts frappant leurs bénéfices, les sociétés ont tendance à majorer leurs amortissements, leurs provisions ou à atténuer leurs inventaires, opérations qui réduisent leur bénéfice net.

Voici quelques constatations que nous avons pu faire, relativement aux écarts existant entre le bénéfice forfaitaire et le bénéfice réel.

La Société Immobilière d'El-Alia, constituée au capital de 4.500.000 francs possède à Maison-Carrée une exploitation agricole de 120 hectares environ, se répartissant ainsi qu'il suit, d'après les résultats de la dernière revision foncière :

TERRES :

69ha. 76a. 00ca. Revenu NET : 18.137 Fr. 60

VERGERS :

4ha. 95a. 00ca. — : 2.475 Fr. 00

BOIS :

5ha. 73a. 00ca. — : 458 Fr. 40

PARCOURS :

32ha. 07a. 80ca. — : 2.405 Fr. 85

TERRES A BATIR :

1ha. 08a. 27ca. — : 19.488 Fr. 60

3ha. 56a. 02ca. — : 21.361 Fr. 20

117ha. 16a. 09ca. — : 64.326 Fr. 65

La valeur locative de cette propriété s'élève à : 85.768 fr. (le revenu net étant les 3/4 de la valeur locative).

La Société des Domaines d'El-Alia est assujettie à la cédule des bénéfices agricoles au titre de 1932 et 1933.

Sur un bénéfice forfaitaire de 85.712 fr. (terres exploitées au 1^{er} janvier 1932).

Sur un bénéfice forfaitaire de 85.712 fr. (terres exploitées au 1^{er} janvier 1933).

Ce bénéfice agricole comprend :

La valeur locative des terres : 83.662 Fr. }	10 0/0 de la Valeur vénale
Le bénéfice sur le cheptel : 2.050 Fr. }	

Soit : 85.712 Fr.

Si nous examinons maintenant les procès-verbaux et les documents annexes de cette Société, nous relevons au bilan les chiffres suivants :

Bénéfices en 1931: 353.249 fr. 50.

Bénéfices en 1932: 364.461 fr. 41.

Or, la Société des Domaines d'El-Alia est assujettie à l'impôt sur le bénéfice forfaitaire de 85.712 fr. au titre de 1932 (bénéfice réalisé en 1931); et de 85.712 fr. au titre de 1933 (bénéfice réalisé en 1932).

2° *Société Agricole Franco-Algérienne* (Société à responsabilité limitée au capital de 4 millions) à Boufarik :

Elle exploite un domaine d'une superficie de :

215ha. 96a.	au 1 ^{er} Janvier 1930	dont 72ha. 84a.	de vignes
217ha. 14a.	—	1931	72ha. 84a. —
218ha. 39a.	—	1932	72ha. 84a. —
233ha. 54a.	—	1933	115ha. 54a. —

Elle a réalisé d'après ses bilans, les bénéfices suivants :

En 1930-31 : 138.162 fr. 28.

En 1931-32 : 223.832 fr. 63.

Elle a été imposée sur les bénéfices forfaitaires suivants :

En 1932 (bénéfice réalisé en 1931) : 96.034 fr.

En 1933 » 1932) : 137.496 fr.

En 1934 » 1933) : non connu,

3° *Société Anonyme d'El-Taous* (au capital de 4.000.000 de fr).

Les bénéfices nets d'après les bilans, ont été les suivants :

Exercice 1930 : 894.374 fr. 74.

Exercice 1931 : 253.646 fr. 80.

Exercice 1932 : 1.409.978 fr. 78 y compris un amortissement du portefeuille (200.000 fr.) qui n'est pas déductible au point de vue fiscal.

Les revenus forfaitaires ont été les suivants:

au titre de 1931 (bénéfices de 1930) : 384.233 fr.

au titre de 1932 (» 1931) : 809.438 fr.

au titre de 1933 (» 1932) : 809.438 fr.

4° *Société Anonyme des Domaines de Sidi-Salem* (au capital de 6.000.000 de fr.) à Alger :

La consistance de l'exploitation est la suivante au 1^{er} janvier 1934 :

VIGNES :

240ha. 00a. 00ca. d'une valeur locative de : 419.000 Fr.

TERRES :

17ha. 17a. 53ca. — : 4.595 Fr. 10

VERGERS :

23ha. 10a. 00ca. — : 11.455 Fr.

JARDINS :

2ha. 20a. 00ca. — : 1.056 Fr.

BOIS :

3ha. 00a. 00ca. — : 150 Fr.

285ha. 47a. 53ca. — 436.256 Fr. 10

Les bénéfices réels, d'après les bilans sont les suivants :

Exercice 1930: 566.989 fr. 25.

Exercice 1931 424.756 fr. 80.

Exercice 1932: 508.732 fr. 81.

La Société anonyme des Domaines de Sidi-Salem a été imposée sur les bénéfices forfaitaires suivants :

au titre de 1931 (bénéfice réalisé en 1930) 134.734 fr.

au titre de 1932 (» 1931) 437.624 fr.

au titre de 1933 (» 1932) 437.624 fr.

Après ces quelques exemples, il semble superflu de poursuivre d'autres recherches. Il est intéressant d'y ajouter le résultat d'une enquête personnelle faite auprès d'un colon de l'arrondissement d'Alger. Nous nous abstenons de citer son nom et le lieu de son exploitation. La comptabilité est simple et claire; les stocks sont évalués correctement.

Les bénéfices réels ont été les suivants, déduction faite du revenu net foncier du domaine:

Exercice 1930-1931: 129.125 fr.

Exercice 1931-1932: 444.500 fr.

Exercice 1932-1933: 270.500 fr.

L'imposition forfaitaire a été établie sur les bénéfices suivants:

1932 (bénéfices faits en 1931): 230.200 fr.

1933 (bénéfices faits en 1932): 230.200 fr.

1934 (bénéfices faits en 1933): 230.200 fr.

Ces comparaisons suffisent pour juger les affirmations d'après lesquelles, depuis la dernière Révision foncière 1929-1932, le bénéfice agricole forfaitaire est supérieur au bénéfice réel; il est permis au contraire d'affirmer que malgré elle il est resté inférieur à celui-ci. Sans doute, il eût été intéressant de ne les établir qu'après une vérification approfondie des comptabilités; mais ce travail est impossible en Algérie, en l'absence de textes réglementaires autorisant les fonctionnaires de l'Administration des Contributions directes à demander aux agriculteurs la communication de leurs livres. Quoi qu'il en soit, nous pouvons affirmer par expérience, que les résultats « comptables » sont très souvent inférieurs au bénéfice fiscal (bénéfice « comptable » vérifié). Et alors même que les événements économiques actuels permettaient d'établir que l'exercice 1934 donnera des résultats inférieurs au forfait fiscal, ou même des résultats négatifs, l'enseignement que nous avons voulu tirer de notre enquête, à savoir « l'à peu près des taxations forfaitaires » conserve toute sa valeur.

TITRE II

Il nous reste à exposer, comment nous envisageons pratiquement, l'imposition du bénéfice réel. A cet égard, nous nous reporterons aux textes régissant en Algérie, la cédula des bénéfices industriels et commerciaux, à certaines dispositions de la cédula des bénéfices de l'exploitation agricole en vigueur, dans la Métropole (1), aux arrêts rendus par le Conseil d'Etat dans différentes espèces, enfin à des réponses ministérielles.

Ainsi, en proposant de substituer les articles ci-après, à ceux du décret du 11 janvier 1929, nous voudrions unifier la législation, et mettre en pratique un principe souvent rappelé dans ce travail, à savoir que « le fondement même de la fiscalité est la déclaration contrôlée ».

Il est étrange d'ailleurs que ce principe, évoqué dans le projet Métropolitain de réforme fiscale, n'ait pas été appliqué lors de la nouvelle rédaction du texte relatif à la cédula des bénéfices de l'exploitation agricole.

Le deuxième alinéa de l'article 53 du décret du 20 juillet 1934 portant réforme fiscale en matière d'impôts cédulaires, de taxes accessoires et d'impôt général sur le revenu établis en France, stipule que: « Lorsque l'évaluation forfaitaire fixée en conformité de l'article 52 excède 5.000 francs, le Contrôleur peut, de son côté, s'il est en mesure d'établir que le bénéfice réel de l'exploitant est supérieur à cette évaluation, et à charge d'apporter, en cas de contestation, les justifications néces-

(1) Le décret du 20 juillet 1934 n'étant pas encore ratifié par les Chambres.

saires, prendre le bénéfice réel pour base de l'impôt. » (1).

L'application de ce texte ne se fera pas sans difficulté; rappelons celles qui se sont présentées en Algérie à la suite du vote de la décision des Délégations financières en date du 21 juin 1918, décision que les Délégations financières durent abroger les 13 et 18 juin 1921.

C'est pourquoi, nous estimons que la déclaration de l'exploitant est indispensable. Sans doute, le régime de la déclaration présente en Algérie des difficultés particulières. Il est impossible d'en exiger une du fellah ignorant; néanmoins, puisque le procédé de la déclaration existe pour le calcul des autres revenus cédulaires, il importe de l'étendre à la cédule agricole, et de rappeler aux agents administratifs la nécessité d'évaluer avec prudence les bénéfices agricoles des petits exploitants indigènes.

La déclaration étant souscrite, il faut en contrôler la sincérité, au besoin prendre des sanctions contre les fraudeurs. En effet, « on peut être certain que dans tous les pays du monde, même les plus civilisés et où le niveau moral est le plus élevé, les contribuables s'efforceront de dissimuler au fisc tout ce qu'ils pourront. Les individus *honnêtes* fourniront non pas une déclaration exacte, mais la déclaration qui leur fera payer la somme qu'ils *croient* être leur juste part d'impôts, les autres n'auront aucune mesure. » (2).

C'est en tenant compte de toutes ces considérations, que nous proposons l'application en Algérie du texte suivant, avec l'espoir de ne pas subir le

(1) Décret du 20 juillet 1934, article 53, D. P. 1934.4.211.

(2) Gaston Jéze : *Cours de Finances publiques*, 1933-1934, page 154.

sort des Thuriens dont le législateur, si l'on en croit Montaigne, ordonnait que: « Quiconque voudrait ou abolir une des vieilles loix, ou en établir une nouvelle, se présenterait la corde au col, afin que, si la nouvelleté n'était pas approuvée d'un chascun, il feust incontinent estranglé » (1).

SECTION I

Des exploitations imposables

ARTICLE PREMIER. — Un impôt annuel est établi en Algérie sur les bénéfices des exploitations agricoles situées dans la colonie.

SECTION II

Des bénéfices imposables

ARTICLE 2. — L'impôt est établi, chaque année sur les bénéfices réalisés pendant l'année précédente, ou dans la période de douze mois, dont les résultats ont servi à l'établissement du dernier bilan, lorsque cette période ne coïncide pas avec l'année civile.

ARTICLE 3. — Le bénéfice imposable est le bénéfice net, après déduction de toutes les charges, y compris la valeur locative des immeubles affectés à l'exploitation.

(1) Montaigne: *Les Essais*, livre I^{er}, chap. xxii. Collection *Selecta*, des Classiques Garnier, t. I, page 116.

Pour l'application de la déduction prévue au paragraphe précédent, la valeur locative des immeubles affectés à l'exploitation doit s'entendre de la valeur locative retenue pour l'assiette de la contribution foncière.

ARTICLE 4. — Le déficit d'exploitation constaté au cours d'un exercice est déductible du bénéfice réalisé pendant l'année suivante. Si ce bénéfice n'est pas suffisant, pour que la déduction puisse être intégralement opérée, l'excédent du déficit est déduit du bénéfice réalisé pendant le deuxième exercice; s'il existe un reliquat, il peut être reporté sur le troisième exercice.

SECTION III

Obligations des redevables — Déclarations

ARTICLE 5. — Tout exploitant adressera au Contrôleur des Contributions directes, chaque année avant le 1^{er} mars, une déclaration du montant de son bénéfice net de l'année précédente, ou de l'exercice précédent. Il joindra à l'appui de cette déclaration, un résumé de son compte de Pertes et Profits, ou bien, un état des bénéfices ou du déficit. Il sera tenu de représenter à toute réquisition du Contrôleur ses livres et les pièces de comptabilité de nature à justifier la sincérité de sa déclaration.

SECTION IV

Vérification des déclarations
Fixation de la base d'imposition

ARTICLE 6. — Le Contrôleur vérifie les déclarations.

ARTICLE 7. — Il peut les rectifier. Il fait alors connaître au contribuable, ses rectifications qui doivent être dûment motivées. Il invite en même temps l'intéressé à faire parvenir son acceptation ou des observations dans un délai de quinze jours.

Si le désaccord persiste, il doit être soumis à l'appréciation d'une Commission consultative siégeant au chef-lieu du département. Cette Commission est présidée par le Directeur départemental des Services agricoles; elle comprend un inspecteur et un contrôleur des Contributions directes et trois exploitants, désignés par la Chambre d'agriculture dans les conditions qui sont fixées par un arrêté du Gouverneur général. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

L'avis de la Commission est notifié au contribuable par le Contrôleur qui l'informe en même temps de la catégorie, ou du chiffre qu'il se propose de retenir.

Si cette taxation est conforme à l'appréciation de la Commission, le contribuable ne peut obtenir de réduction par voie de réclamation devant la juridiction compétente, qu'en apportant les justifications nécessaires par tous les modes de preuve du Droit commun.

Dans le cas contraire, la charge de la preuve incombe à l'Administration, en tant que le béné-

ficé retenu pour l'assiette de l'impôt excède l'appréciation de la Commission.

ARTICLE 8. — Le contribuable qui ne fournit pas à l'appui de sa déclaration, les documents prévus à l'article 5 sera invité à réparer son omission. A défaut de réponse dans le délai de quinze jours, l'imposition sera établie d'office.

SECTION V

Personnes imposables

Lieu d'imposition

ARTICLE 9. — L'impôt est établi au nom de chaque exploitant, pour l'ensemble de ses entreprises exploitées en Algérie, au siège de la direction des entreprises, ou à défaut au lieu du principal établissement.

Dans les sociétés en nom collectif, chacun des associés est personnellement imposé pour la part des bénéfices sociaux correspondant à ses droits dans la société.

Dans les sociétés en commandite simple, l'impôt est établi au nom de chacun des commandités pour sa part respective et pour le surplus, au nom de la société.

Les impositions ainsi comprises dans les rôles, au nom des associés, n'en demeurent pas moins des dettes sociales.

SECTION VI

Du calcul de l'impôt

ARTICLE 10. — Le montant, en principal de l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole est fixé conformément au tarif ci-après :

Inférieur ou égal à 800 fr. Total de l'impôt: 7				
Bénéfice compris entre	801 à 1.500	—		20
—	1.501 3.000	—		40
—	3.001 5.000	—		85
—	5.001 7.000	—		160
—	7.001 10.000	—		245
—	10.001 15.000	—		385
—	15.001 20.000	—		560
—	20.001 25.000	—		735
—	25.001 30.000	—		910
—	30.001 35.000	—		1.085
—	35.001 40.000	—		1.260
—	40.001 45.000	—		1.435
—	45.001 50.000	—		1.610

Au-dessus de 50.000 francs, le montant de l'impôt est égal à 3,50 % du bénéfice, toute fraction de celui-ci inférieure à 1.000 francs étant négligée.

SECTION VII

Des majorations d'impôt

ARTICLE 11. — Le contribuable qui n'a pas souscrit sa déclaration dans les délais prescrits à l'article 5, ou les justifications dans les délais im-

partis par l'article 8, est imposé d'office et sa cotisation est majorée de 10 %.

En cas d'inexactitude relevée dans les renseignements fournis à l'appui de la déclaration du bénéfice réel, l'impôt est majoré de 50 % sur la portion des bénéfices dissimulés.

SECTION VIII

Cession ou cessation d'exploitation

Dans le cas de cession ou de cessation, en totalité d'une exploitation, l'impôt sur les bénéfices agricoles dû en raison des bénéfices qui n'ont pas été taxés, est immédiatement établi.

Dans un délai de dix jours à dater de la cession ou de la cessation, le contribuable est tenu de faire parvenir au Contrôleur des Contributions directes les renseignements nécessaires en vue de l'établissement de l'impôt; s'il ne produit pas ces renseignements ou si, invité à fournir à l'appui de la déclaration les justifications nécessaires, il s'abstient de les donner dans les dix jours qui suivent la réception de l'avis qui lui est adressé à cet effet, les bases d'imposition sont arrêtées d'office.

Les dispositions du présent article sont applicables en cas de décès de l'exploitant. Dans ce cas, les renseignements nécessaires pour l'établissement de l'impôt sont produits par les ayants-droit du défunt dans les six mois de la date du décès.

Les cotes établies dans les conditions prévues par le présent article sont immédiatement exigibles pour la totalité.

Le texte ci-dessus proposé n'est à peu de chose

près qu'une synthèse des dispositions essentielles existantes déjà, soit en Algérie, soit en France. Il sera appliqué avec largeur de vues, en s'inspirant de la jurisprudence et des réponses ministérielles aux Parlementaires.

1° Livre de comptabilité. — Il n'est pas question d'exiger des colons, l'accomplissement des obligations imposées aux commerçants par les articles 10 et 11 du Code de commerce. Les livres qui ne seront ni cotés, ni paraphés (1) seront les suivants:

a) Livre de Recettes et de Dépenses avec un Compte « Matériel » (2);

b) Livre d'inventaires.

Le premier pourra être tenu très simplement : « Etant donné les usages de l'agriculture, les exploitants ne peuvent, d'une manière générale, être requis de produire des pièces justificatives pour les transactions réalisées au comptant. Il convient, toutefois, pour que leur comptabilité soit à ce point de vue suffisamment probante qu'elle relate autant que possible, pour chaque nature de denrées, l'importance des quantités vendues ou achetées, la date des opérations, et la désignation du client ou du fournisseur. » (*J. O.*, 21 août 1927, Débats, Chambre, page 2.374, Réponse n° 12.829).

On trouve dans l'article 133 de l'Instruction ministérielle du 31 janvier 1928, des explications de nature à rassurer ceux qui jugent impossible la tenue par les agriculteurs, d'une comptabilité agricole; « le bénéfice net réel est constitué par l'excédent des produits bruts réalisé au cours de l'année envisagée, sur les dépenses d'exploitation suppor-

(1) *J. O.* du 10 mars 1929. Débats Chambre, page 714, n° 2183.

(2) *J. O.* du 10 mars 1928. Débats Chambre, page 1374, n° 13813.

tées au cours de la même année. Les produits bruts sont principalement formés par les recettes provenant de la vente des animaux élevés ou engraisés; et, des denrées de toute nature récoltées dans l'exploitation. Mais il y a lieu d'ajouter la valeur des produits que l'exploitant a prélevés pour son entretien personnel et celui de sa famille. » (C.E., 28 mars 1924, n° 76.577).

En ce qui concerne l'évaluation des stocks, l'Administration se montre très libérale; elle admet que le cultivateur exploitant peut ne pas se préoccuper de cette évaluation « lorsque l'importance de ce stock par rapport à la récolte de l'année, est sensiblement équivalente à celle du stock existant au début de l'année par rapport à la récolte de la campagne précédente. Mais si la proportion de la récolte restant à vendre à la fin d'une année quelconque excède la proportion existant au commencement de la même année, il doit être fait état de la différence dans l'évaluation des produits bruts de l'année considérée. » (1).

Les dépenses déductibles sont toutes les charges de l'exploitation:

1° Frais généraux (Salaires du personnel, Assurances, Frais d'entretien, de réparations).

2° Les achats d'engrais, les achats d'animaux (J. O., 10 mars 1928, Débats Chambre, page 1.375).

3° L'amortissement du matériel agricole.

4° L'intérêt des capitaux empruntés à des tiers pour les besoins de l'exploitation agricole.

5° Le loyer payé au propriétaire du fonds.

Si le propriétaire exploite lui-même ses terres, et c'est le cas le plus fréquent en Algérie, il doit

(1) Instruction Ministérielle du 31 janvier 1928 (art. 133).

déduire de ses bénéfices le revenu net d'après lequel les terrains exploités et les bâtiments utilisés dans l'entreprise sont soumis à l'impôt foncier.

Un cas particulier se pose au sujet des bâtiments ruraux d'exploitation (granges, écuries, caves, celliers, pressoirs), que l'article 36 du décret du 11 janvier 1929 exonère de la contribution foncière des propriétés bâties. Comment déterminer la valeur locative déductible du bénéfice net? D'après une réponse du Ministre des Finances à une question posée le 8 janvier 1929, par M. Tallandier, député du Pas-de-Calais:

« La valeur locative des bâtiments ruraux (granges, écuries, bergeries, hangars, etc.) qui sont affranchis de la contribution foncière des propriétés bâties, doit être déterminée par évaluation directe, puisqu'on ne trouve pas, comme pour les locaux d'habitation, dans les documents cadastraux, d'indications concernant cette valeur locative. Les bâtiments ruraux n'étant pas considérés par la jurisprudence du Conseil d'Etat, en matière d'impôts sur le revenu, comme comportant un revenu distinct de celui des terrains, à l'exploitation desquels ils sont affectés, la valeur locative à leur attribuer, comme pour les locaux d'habitation, doit seulement correspondre au montant moyen annuel des frais de réparation et d'entretien, augmenté de l'annuité nécessaire à l'amortissement. »

Le rendement d'un impôt sur le revenu réel dépend de la sincérité des déclarations souscrites par les contribuables. Aussi ne pouvons-nous terminer ce chapitre consacré à un projet d'imposition du bénéfice réel de l'exploitation agricole, sans parler des sanctions à prendre contre les

« déserteurs de l'impôt ». Ces sanctions peuvent être divisées en trois catégories :

1° Les majorations, consécutives aux taxations d'office;

2° Les pénalités, consécutives aux dissimulations;

3° Les sanctions pénales.

A l'examen du décret du 11 janvier 1929, nous constatons une incohérence dans l'établissement du taux de ces sanctions.

1° En ce qui concerne les majorations, nous relevons les taux suivants :

Foncier non bâti. — Les propriétaires de forêts peuvent, sous certaines conditions, être taxés à la contribution foncière d'après leur bénéfice réel. Ils doivent alors souscrire une déclaration. « En l'absence de déclaration, ou de justifications suffisantes, ces contribuables sont taxés d'office et leur cotisation est majorée de 10 % (article 9).

ARTICLE 16. — Sont tenus de faire pendant les quatre premiers mois de chaque année, à la Mairie, une déclaration indiquant par exploitation, la situation, contenance des immeubles leur appartenant.

« Les contribuables devenus propriétaires d'immeubles non bâtis, au cours de l'année précédente, et pendant les trois premiers mois en cours...

2° ...

3° Les intéressés supporteront à défaut de déclaration, « une cotisation supplémentaire calculée sur une valeur locative égale à celle qui aura été établie d'office. »

Bénéfice commercial.

Article 67: la taxation d'office du bénéfice commercial entraîne une majoration de 25 %.

Bénéfice non commercial:

Article 112: la majoration est de 50 % en matière de bénéfices non commerciaux.

Impôt complémentaire.

Article 150: en ce qui concerne cet impôt, elle est ramenée à 10 %.

Nous relevons donc quatre taux différents de majoration.

II. — Si nous passons en revue les pénalités fiscales, nous constatons le même désordre.

Article 19: (voir de plus les alinéas 1, 2, 3, article 16).

Contribution foncière. — « Dans le cas d'inexactitude (une cotisation supplémentaire est calculée) sur la valeur locative égale à la différence entre celle qui résulte de la déclaration et celle qui fait ressortir la situation constatée, cette dernière diminuée d'un dixième. »

Bénéfices industriels et commerciaux.

Article 67: « En cas d'inexactitude relevée dans les renseignements fournis à l'appui de la déclaration du bénéfice réel, l'impôt est doublé sur la portion des bénéfices dissimulés, à condition que l'insuffisance constatée soit supérieure au dixième, ou qu'elle excède 20.000 francs. »

Traitements et salaires.

Article 98 : (Sanctions applicables aux employeurs, débirentiers, en cas d'infraction aux prescriptions légales).

« 100 francs pour chacune des omissions ou inexactitudes ».

Bénéfices non commerciaux.

Article 111: « Le contribuable qui n'a déclaré qu'un revenu insuffisant est tenu de verser, en sus des droits afférents au montant réel de son revenu, une somme égale au quadruple de la partie des droits, correspondant au revenu non déclaré. »

Impôt complémentaire sur le revenu.

Article 150: Même pénalité que ci-dessus, 400 % des droits en sus des droits afférents au montant réel du revenu imposable.

4 taux différents de pénalités.

III. — Sanctions pénales:

Constitue un délit puni des sanctions prévues par l'article 366 du Code pénal, la déclaration sciemment inexacte des avoirs à l'étranger produite par application de l'article 144 ci-dessus ». (article 153 du décret du 11 janvier 1929).

Article 163: « Quiconque s'est frauduleusement soustrait, ou a tenté de se soustraire frauduleusement au paiement total ou partiel des impôts établis par la réglementation au profit du Trésor public, est puni d'une amende de 1.000 francs au moins et de 5.000 francs au plus sans préjudice des droits du Trésor. »

A la lecture de textes aussi disparates, on pourrait croire que les fraudes fiscales sont sévèrement

réprimées. En fait, l'Administration s'abstient presque systématiquement, de poursuivre les fraudeurs devant les Tribunaux correctionnels et d'infliger les pénalités excessives (comme celle de 400 % du montant de l'impôt).

En ce qui concerne plus particulièrement les peines correctionnelles, il importe, malgré leur rareté, de mettre le contribuable à l'abri de poursuites injustifiées. Voici la procédure proposée par M. Gaston Jèze (1) :

« La procédure consistera :

« 1° Dans l'obligation pour l'Administration de faire la preuve certaine, décisive, de la fraude sans qu'elle puisse se contenter de présomptions : le système des preuves doit être très strict.

« 2° Le contribuable devra être toujours appelé *préalablement* à fournir des explications devant l'Administration sur les faits reprochés.

« 3° Le juge de l'impôt devra être saisi à l'effet de constater la fraude, en examinant les preuves fournies par le Fisc.

« 4° C'est seulement, après la *décision du juge de l'impôt*, passée en force de chose jugée, que les Tribunaux répressifs pourront être saisis.

« 5° Toute violation du secret professionnel par des agents de l'Administration fiscale, doit être impitoyablement réprimée, disciplinairement et pénalement, comme une forfaiture. »

Il faut donc réviser les majorations, réduire les pénalités fiscales, et les sanctions pénales dans de très grosses proportions, afin qu'elles puissent être

(1) Gaston Jèze : Cours de Finances Publiques 1933-1934, page 186.

strictement appliquées aux auteurs de fausses déclarations; organiser une procédure pour les poursuites correctionnelles.

Dans notre projet, relatif à l'imposition du bénéfice réel de l'exploitation agricole, nous proposons un taux de 10 %, pour la taxation d'office, et une majoration de 50 %, en cas de fausse déclaration sur le montant du bénéfice dissimulé.

Nous souhaiterions voir ces sanctions s'étendre à toutes les cédules, et à l'impôt complémentaire.

Quant aux articles 153 et 163 du décret du 11 janvier 1929, nous pensons qu'ils joueront presque exclusivement « un rôle intimidant et préventif, plutôt que répressif (1).

(1) Jean Brêthe de la Gressaye : *Aperçu de Droit Pénal Fiscal* « Le Tableau fiscal et juridique », mars 1930, p. 38.

CONCLUSION

Nous nous sommes souvent référés à la législation métropolitaine, pour justifier les critiques que nous avons adressées à la cédule des bénéfices de l'exploitation agricole en Algérie. Ne devons-nous pas être blâmé de n'avoir point fait un travail plus original?

M. le Professeur Milliot, dans son cours aux étudiants de la Faculté de Droit d'Alger, exprime, au sujet de la Réforme fiscale de 1918, le regret « que personne en Algérie, n'ait été capable de faire l'effort qui consistait à mettre sur pied, un projet de réforme plus sensé et plus raisonnable que celui qui consiste à affubler l'Algérie d'un régime impositaire nouveau en France. » (2).

Ce jugement nous semble sévère. Sans doute, l'Assemblée des Délégations financières s'inspire généralement des moindres détails de la fiscalité métropolitaine; mais on ne saurait lui en faire un grief. Sa politique présente, au contraire, des avantages évidents pour la colonie, qui bénéficie des études et de l'expérience de Parlementaires éminents; elle est de plus inéluctable: « L'hypothèse

(2) Milliot: Cours de Législation Algérienne, Tunisienne et Marocaine. Chapitre III. Section I. Année scolaire 1928-1929.

de l'indépendance algérienne, a écrit M. le Professeur E.F. Gautier, est inconcevable. » (1).

L'unification de la législation fiscale, dans deux pays voisins, placés sous une même souveraineté, se justifie :

1° Par l'intensité du mouvement de la population entre la Métropole et l'Algérie. « Cette terre (l'Algérie) est assez près de nous, pour que le Français, qui n'aime pas à perdre de vue son clocher ne s'y regarde pas comme exilé et ne puisse continuer à suivre des yeux et du cœur les affaires de la Mère-Patrie. » (2).

2° Par des raisons économiques. Les importations en Algérie de marchandises d'origine française se sont élevées à : 1.966.019.000 frs pendant les huit premiers mois de 1934, les exportations d'Algérie vers la Métropole, à : 1.863.092.000 frs. Ces échanges se font très fréquemment par l'intermédiaire de succursales. Or, les maisons de commerce de France ayant un établissement en Algérie, celles d'Algérie en ayant un en France, adressent chaque année, une déclaration fiscale à l'Administration de chaque territoire où les bénéfices ont été réalisés. Elles ne voient que des avantages à ne pas étudier deux législations différentes.

3° Dans l'intérêt de la juridiction administrative. Il importe que les rôles du Conseil d'Etat ne soient pas encombrés par une poussière de requêtes fondées sur des textes fiscaux différents.

4° Au point de vue social. On a vu, au cours des discussions passionnées soulevées par les lois viticoles, colons et vigneron du Midi, s'opposer leurs charge fiscales.

(1) E.-F. Gautier (*op. cit.*), page 12.

(2) Prévost-Paradol : *La France Nouvelle*.

En résumé, dans une colonie dont on a dit qu'elle était le prolongement de la France, il n'est ni possible, ni souhaitable de faire table rase de la législation de la Mère-Patrie.

Dès lors, pourquoi vouloir doter l'Algérie d'un système fiscal original; on ne voit d'ailleurs pas sur quels principes le fonder. Dans tous les pays, on divise les impôts en deux catégories: impôts directs, impôts indirects. Supprime-t-on les premiers, les seconds restent avec tous leurs défauts; si on les conserve, comment les établir, sinon en tenant compte des expériences tentées dans le temps et dans l'espace? Ces expériences nous conduisent à cette alternative: les signes extérieurs, le revenu réel!

Orientons plutôt nos efforts vers la recherche de la justice fiscale malgré notre conviction de l'imperfection des lois faites par les hommes « avec des appétits égoïstes, des préjugés de classe, des intérêts régionaux... » (1); malgré notre conviction que l'Assemblée des Délégations financières algériennes, de par sa constitution actuelle, est, trop souvent amenée à exercer sa mission contre l'intérêt des électeurs non colons, par conséquent contre l'intérêt général.

Nous tenons enfin à préciser que les idées exposées dans ce travail, en faveur de l'imposition du bénéfice réel de l'exploitation agricole, ne sont pas celles des Contrôleurs des Contributions directes d'Algérie. La plupart d'entre eux préfèrent le *statu quo*, pour des raisons d'ordre professionnel: substituer au forfait le bénéfice réel, c'est en effet remplacer une taxation simple, sans contrôle, sans contentieux, par une taxation délicate, précédée

(1) Gaston Jèze : « Cours de Science des Finances. Dépenses Publiques », page 17.

d'un échange de correspondance entre l'Administration et le contribuable, de vérifications de livres de comptabilité; suivie d'un contentieux parfois difficile. A une époque où ils sont écrasés par leurs obligations professionnelles, où leurs effectifs tendent à se réduire, les Contrôleurs jugent que l'heure n'est pas aux innovations.

Quant à nous, nous avons pensé que des difficultés purement professionnelles ne pouvaient prévaloir contre des principes de justice. Aussi, est-ce en toute sérénité que nous avons poursuivi notre tâche. Pussions-nous éviter le reproche d'avoir fait preuve, « par déformation professionnelle », de ce funeste esprit que le Parlement de Paris, dans ses remontrances du 23 janvier 1778 (1) reprochait, à tort, il est vrai, aux Contrôleurs du 1/20, « ces hommes du fisc », intéressés à multiplier les inquisitions, à exercer leurs talents vexatoires pour augmenter l'impôt.

(1) Marcel Marion (*op. cit.*), page 333.

REPONSES
DU MINISTRE DES FINANCES

*à des questions écrites posées
par les Parlementaires*

N° 2.183. — M. de Monicault demande à M. le Ministre des Finances :

1° Si un agriculteur est tenu de faire coter et parapher les registres constituant sa comptabilité, s'il veut déclarer son bénéfice réel;

2° Si un Contrôleur des Contributions directes est fondé à refuser de prendre en considération la comptabilité d'un agriculteur, sous le prétexte qu'elle n'est pas régulière, les registres n'étant ni cotés, ni paraphés, et à la rejeter, sans vouloir l'examiner, se retranchant derrière les ordres qu'il aurait reçus;

3° Si le Directeur des Contributions directes du département, qui a d'ailleurs confirmé, par sa décision de rejet de la réclamation, l'avis du Contrôleur, est autorisé à donner de tels ordres contrairement au texte légal (article 39 du décret du 15 octobre 1926), et, au termes de l'article 131 de l'Instruction du 31 janvier 1928, pour l'établissement des impôts cédulaires sur les revenus et de l'impôt général sur le revenu?

Réponse. — Aucune disposition législative n'impose aux agriculteurs qui demandent à substituer

le bénéfice réel à l'évaluation forfaitaire pour le calcul de l'impôt sur les bénéfices agricoles l'obligation de faire coter et parapher leurs livres de comptabilité agricole; il leur appartient seulement, aux termes de l'article 39 des lois codifiées (décret du 15 octobre 1926) d'apporter, devant la juridiction compétente, la justification de leur bénéfice, par tous les modes de preuve du droit commun. Les chefs de services départementaux ne doivent évidemment pas donner à leurs collaborateurs des ordres contraires à ces dispositions (1).

N° 13.813. — 1° D'après quelles règles doit être tenue une comptabilité agricole, pour servir à l'établissement de l'impôt d'après les bénéfices réels?;

2° Comment doit être effectué l'amortissement en ce qui concerne les bâtiments, les instruments agricoles et le bétail?

Réponse. — 1° Il n'appartient pas au Ministre des Finances de fixer des règles pour l'établissement de la comptabilité agricole; mais il semble que les agriculteurs qui, pour l'assiette de l'impôt entendraient justifier de leur bénéfice réel par la production d'une comptabilité régulière et complète, devraient tenir un livre de Recettes et Dépenses, avec un compte « Matériel », ainsi qu'un livre l'inventaire des récoltes destinées à la vente et non encore vendues à la fin de l'année;

2° La somme nécessaire à l'amortissement des bâtiments constitue un élément de leur valeur locative. Comme celle-ci est déductible pour la détermination du bénéfice net d'exploitation, au-

(1) *J. O.* du 1^{er} mars 1929, Débats Chambre, page 744.

cune déduction d'amortissement immobilier ne peut concurremment être effectuée. En ce qui concerne les instruments agricoles, l'amortissement annuel doit être calculé sur leur prix d'achat et d'après le taux qui correspond à leur durée probable. Pour ce qui est du bétail, il n'y a pas lieu de prévoir un amortissement échelonné, le prix d'achat des animaux de remplacement pouvant valablement figurer pour sa totalité dans les dépenses de l'année de leur acquisition (1).

N° 9.535. — Un cultivateur produit, après la publication du rôle une comptabilité « Recettes et Dépenses » relatant pour chaque nature de denrées, l'importance des quantités vendues et achetées, la date des opérations, la désignation du client ou du fournisseur, laquelle est appuyée des pièces justificatives des dépenses (factures, mémoires, etc.). Il n'a pas été fait d'inventaire parce qu'ainsi qu'il en justifie, l'importance du stock des récoltes non encore vendues à la fin de l'année, est par rapport à la récolte de la même campagne sensiblement équivalente à celle du stock existant au début de l'année par rapport à la récolte de la campagne de l'année précédente. (Instruction du 31 janvier 1928; article 133). D'autre part, les achats et les ventes d'animaux sont respectivement portés en Recettes et en Dépenses pour leur prix de vente et d'acquisition, en conformité de plusieurs réponses insérées au Journal Officiel. Dans ces conditions, le service de l'assiette pourrait-il écarter la comptabilité comme inexacte et sans valeur pour le seul motif qu'une erreur matérielle de transcription aurait été relevée dans les Recettes ou qu'une Dépense n'aurait pas dû figurer dans les Frais déductibles ?

(1) *J. O.* du 10 mars 1928. Débats Chambre, page 1374.

Réponse. — Lorsqu'une comptabilité est présentée dans les conditions indiquées, le service ne peut l'écarter pour le seul motif qu'une erreur matérielle aurait été commise dans les Recettes ou qu'un élément aurait été compris à tort dans les Dépenses, mais il doit apporter au résultat de cette comptabilité les redressements nécessaires (1).

N° 9.693. — Comment doivent être évalués pour la détermination du bénéfice réel d'une exploitation agricole, les produits que l'agriculteur prélève sur ses récoltes pour sa consommation familiale ?

Réponse. — Pour la détermination du bénéfice net réel d'une exploitation agricole, les produits prélevés sur sa récolte par l'exploitant pour ses besoins et ceux de sa famille doivent être évalués au prix de revient (2).

N° 13.817. — Quelles sont, en matière de comptabilité agricole, les règles admises en ce qui concerne :

1° L'inventaire annuel;

2° Le taux d'amortissement des bâtiments d'exploitation, du matériel, du bétail, des plantations périssables, travaux de drainage;

3° Les déductions pour la rémunération du travail de l'exploitant et des membres de sa famille, pour assurances, fermage, capitaux empruntés;

4° La date de clôture de l'exercice comptable?

Réponse. — 1° L'inventaire annuel peut, d'une manière générale, être limité à la détermination

(1) *J. O.* du 16 septembre 1930. Débats Chambre, p. 3201.

(2) *J. O.* du 22 janvier 1930. Débats Sénat, page 28.

des quantités et de la valeur des récoltes destinées à la vente et non encore vendues à la fin de l'année;

2° Les sommes nécessaires à l'amortissement des bâtiments constituent un élément de leur valeur locative; comme celle-ci est déductible pour la détermination du bénéfice net d'exploitation, aucune déduction d'amortissement immobilier ne peut concurremment être effectuée. La déduction de la valeur locative des terrains exclut également toute défalcation d'amortissement pour les plantations et les travaux de drainage. En ce qui concerne le matériel, l'amortissement doit être calculé en appliquant au prix d'achat des instruments, le taux qui correspond à leur durée probable. Pour ce qui est des animaux il n'y a pas lieu de prévoir un amortissement échelonné, le prix d'achat des bêtes de remplacement pouvant valablement figurer pour sa totalité, dans les dépenses de l'année de leur acquisition;

3° Peuvent également être déduits: les salaires effectivement payés aux membres de la famille faisant partie du personnel salarié de l'exploitation, à l'exclusion des prélèvements effectués par l'exploitant lui-même pour la rémunération de son travail personnel; les assurances diverses concernant l'exploitation: assurances contre l'Incendie, la grève, la mortalité du bétail, les Accidents; le prix effectif du fermage, ou si l'exploitant est propriétaire, la valeur locative cadastrale des terrains exploités, celle-ci étant majorée de 75 %; l'intérêt des capitaux empruntés à des tiers et engagés dans l'entreprise, la déduction ne pouvant, bien entendu, s'étendre au remboursement des sommes empruntées;

4° Lorsque l'exploitant demande à substituer le bénéfice réel à l'évaluation forfaitaire pour le cal-

cul de l'impôt sur les bénéfices agricoles, le bénéfice à retenir est en principe, celui qui a été réalisé au cours de l'année antérieure à celle de l'imposition. Pour faire apparaître le chiffre exact de ce bénéfice, le contribuable qui tient une comptabilité devrait donc faire coïncider son exercice comptable avec l'année civile. Les résultats d'un exercice clos en cours d'année pourraient toutefois, être considérés comme donnant une expression suffisamment approchée du bénéfice de l'année au cas où les opérations réalisées entre la date de l'arrêté des écritures et le 31 décembre seraient de peu d'importance (1).

N° 190. — M. Jovelet, Sénateur, demande à Monsieur le Ministre du Budget, si la femme d'un cultivateur qui travaille avec son mari pour le compte de l'exploitation a droit à un salaire au même titre que le personnel.

Réponse. — Pour la détermination du bénéfice agricole réel, susceptible d'être retenu pour l'assiette de l'impôt, les sommes attribuées à titre de salaire par un cultivateur à sa femme, ne peuvent être admises en déduction que si, entre autres conditions, celle-ci fait partie du personnel salarié de l'exploitation agricole, et qu'elle est mariée sous un régime exclusif de communauté (2).

(1) *J. O.* du 10 mars 1928. Débats Chambre, page 1379.

(2) *J. O.* du 12 juin 1930. Débats Sénat, page 1303.

ARRETS DU CONSEIL D'ETAT

ARRET DU 28 MARS 1924,

N° 76.577. — Considérant qu'aux termes de l'article 17 de la loi du 31 juillet 1917, modifié par l'article 2 de la loi de 25 juin 1920, le bénéfice provenant de l'exploitation agricole est considéré, pour l'assiette de l'impôt, comme égal à la valeur locative des terres exploitées, telle qu'elle résulte de l'évaluation cadastrale, multipliée par un coefficient approprié; ce coefficient est fixé par région agricole et par nature de culture. Toutefois, si le bénéfice réel de l'exploitation pendant l'année antérieure à celle de l'imposition n'a pas atteint le chiffre pris pour base d'imposition, l'exploitant peut, en apportant les justifications nécessaires, obtenir une réduction proportionnelle de l'impôt par voie de réclamation après l'établissement du rôle.

Considérant que le sieur X se borne à soutenir que les bénéfices de son exploitation agricole n'ont pas en fait, atteint, au cours de l'année 1919, le chiffre forfaitaire qui a servi à son imposition; qu'il a présenté à l'appui de cette allégation, un livre de comptes dans lequel il n'a pas fait de distinction entre ses dépenses personnelles et ses dépenses d'exploitation, et sur lequel il a omis d'inscrire comme recettes la valeur des produits qu'il a prélevés sur ses terres pour son entretien et celui de l'ensemble de sa maison; qu'il n'a pu ainsi permettre d'établir, en l'absence de toutes pièces justifi-

catives, le montant exact des ressources que lui a procurées son exploitation qu'il résulte d'ailleurs de l'instruction que le bénéfice agricole réalisé par le requérant n'est pas inférieur à celui qui a servi de base à son imposition; que le sieur X... n'apportant pas ainsi les justifications exigées par le dernier paragraphe de l'article 17 de la loi du 31 juillet 1917 pour obtenir réduction de son imposition, n'est pas fondé à demander l'annulation de l'arrêté attaqué.... (Requête rejetée).

ARRET DU 13 MAI 1932,

N° 5.603. — Sur les conclusions de la requête tendant à faire déduire du bénéfice brut le revenu net imposable à la contribution foncière et toutes les charges d'entretien, de répartition et d'amortissement des plantations, et des éléments immobiliers affectés à l'exploitation :

Considérant que pour l'application de l'article 1^{er}, du décret du 17 janvier 1917, auquel il faut se référer pour déterminer le produit net réel d'une exploitation agricole, l'administration reconnaît qu'il convient de déduire du bénéfice brut, d'une part toutes les charges d'exploitation portées aux frais généraux, d'autre part, le revenu net d'après lequel les terrains exploités et les bâtiments utilisés dans l'entreprise sont imposés à la contribution foncière et que satisfaction doit être donnée sur ce point au sieur X...

Sur les conclusions tendant à faire réduire du bénéfice brut, la contribution foncière des propriétés bâties et non bâties afférente aux fonds et aux bâtiments affectés à l'exploitation :

Considérant que le revenu net foncier représente la valeur locative, déduction faite d'une somme forfaitaire fixée par les lois du 8 août 1890 et

du 29 mars 1914, et qui ne tient pas compte de l'impôt foncier; qu'ainsi la fraction de la valeur locative que tout propriétaire doit consacrer au paiement de l'impôt foncier lui-même, reste incluse dans le dit revenu net foncier; que par suite le requérant n'est pas fondé à soutenir que, pour obtenir le revenu net imposable à l'impôt sur les bénéfices de l'exploitation agricole, il faut faire figurer l'impôt foncier parmi les charges déductibles, alors qu'on a déjà réduit le dit revenu net foncier;

Considérant qu'il résulte de ce qui précède qu'il y a lieu... (Arrêté réformé).

ARRET DU 10 MAI 1929,

N° 4.521. — Considérant qu'aux termes de l'article 28 de la loi du 3 août 1926, « tout assujetti à la cédula des bénéfices agricoles, conformément aux dispositions du présent article, peut, après la publication du rôle, s'il se juge imposé pour un revenu supérieur à son bénéfice net réel, demander une réduction proportionnelle de sa cote, sauf à apporter devant la juridiction compétente les justifications nécessaires par tous les modes de preuve du Droit commun;

Considérant, d'une part, que pour demander la réduction de l'impôt sur les bénéfices agricoles auquel il est assujetti pour l'année 1927, à raison des bénéfices réalisés par lui en 1926, le sieur X... ne saurait faire état de graves intempéries survenues au cours de l'année 1927;

Considérant, d'autre part, que si le requérant produit, à l'appui de sa demande, un aperçu de ses Recettes et de ses Dépenses, il n'a pas fait la distinction entre ses dépenses personnelles et ses dépenses d'exploitation, qu'il n'établit pas au surplus, que les recettes qu'il prétend avoir réalisées soient

sensiblement inférieures aux recettes normalement réalisées par les exploitations de même importance dans la même région; qu'ainsi, il ne fournit pas les justifications exigées par l'article 23 de la loi du 3 août 1926.... (Requête rejetée).

ARRET DU 25 JUILLET 1929,

Le Conseil d'Etat statuant au Contentieux (Section Spéciale du Contentieux, 3^e Sous-Section);

Vu les requêtes présentées par les sieurs X... et Y..., les dites requêtes tendant à ce qu'il plaise au Conseil d'annuler cinq arrêtés, par lesquels le Conseil de Préfecture interdépartemental a rejeté:

1^o Leurs demandes en décharge de l'impôt sur les bénéfices agricoles auquel ils ont été assujettis, pour les années 1922, 1923 et 1925.

2^o Les demandes présentées par chacun d'eux tendant à la décharge de l'impôt général auquel ils ont été l'un et l'autre assujettis pour l'année 1923, sur les rôles de la dite ville;

Ce faisant, attendu que les demandes en décharge de l'impôt sur les bénéfices agricoles introduites par les requérants qui sont propriétaires indivis de vignobles, ont été rejetées par le motif que leur comptabilité n'était pas régulière; que ce n'est qu'en 1925, que l'Administration a commencé à contester la régularité de ladite comptabilité; que malgré l'absence d'inventaire celle-ci est exacte; qu'elle est appuyée de pièces justificatives et accuse des déficits réels; que le matériel et le cheptel entretenus au niveau constant pour les besoins de la culture, ne donnent aucun profit; que l'exploitation est purement viticole et que les recettes peuvent être facilement vérifiées par l'examen des déclarations obligatoires des récoltes et des cours du vin;

que, conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 31 mars 1926, il y a lieu de faire état des présomptions précises qui existent en faveur des exposants; que, en raison du déficit qu'ils ont subi dans leur exploitation, ces derniers ne sont pas passibles de l'impôt général sur le revenu.

Accorder les décharges sollicitées:

Vu les lois des 15 juillet 1914, 31 juillet 1917, et 25 juin 1920;

Oùï M. Florian Chardon, auditeur, en son rapport;

Oùï M. Renaudin, auditeur, commissaire adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que l'état de l'instruction ne permet pas au Conseil d'apprécier quant à présent quels ont été les résultats réels des exploitations des requérants au cours des années 1921, 1922 et 1924.

Décide :

Article premier. — Il sera avant dire droit procédé par les soins du Ministre des Finances à un supplément d'instruction à l'effet de dégager les résultats réels des exploitations des sieurs X.... et Y.... au cours des années 1921, 1922, 1924 en partant des données de la comptabilité qui seront rectifiées en tenant compte :

1° D'un amortissement normal pour les dépenses de replantation du vignoble, telles quelles peuvent être fixées, soit au mètre carré, soit en fonction des superficies replantées;

2° Des résultats de l'exploitation de 16 hectares de terres et de 10 hectares de prés tels qu'ils pourront être déterminés avec les justifications que les exposants seront invités à produire.

.....

Vu : *Le Président.*
ALLIX.

Vu : *Le Doyen,*
ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLETY.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
AVANT-PROPOS.	7
CHAPITRE I.	
TITRE I. — L'Agriculture en Algérie.	11
TITRE II. — Le Problème Economique de la Répartition dans l'Agriculture.	18
CHAPITRE II.	25
L'impôt sur les Bénéfices de l'Exploitation Agricole de 1918 à 1921.	
CHAPITRE III.	47
L'impôt sur les Bénéfices de l'Exploitation Agricole d'après les Textes actuellement en vigueur.	
CHAPITRE IV.	87
Essai d'Imposition du Bénéfice réel de l'Exploitation Agricole.	
CONCLUSION.	115
REPONSES DU MINISTRE DES FINANCES.	119
ARRETS DU CONSEIL D'ETAT.	125

BIBLIOGRAPHIE

I. — DOCUMENTS OFFICIELS.

Instruction du 1^{er} mars 1925, sur les Révisions d'ensemble des Evaluations foncières.

Instruction générale sur l'évaluation des Propriétés non bâties européennes et indigènes du 31 décembre 1916

Instruction Ministérielle du 30 mars 1918, pour l'Etablissement des Impôts cédulaires et de l'Impôt Général sur le Revenu.

Instruction Ministérielle du 31 janvier 1928.

Législation relative au Crédit Mutuel et à la Coopération Agricole en Algérie. (Gouvernement Général de l'Algérie).

Projet de suppression des Impôts arabes et de la Contribution des Patentes et de l'Etablissement d'un Impôt sur les diverses catégories de Revenus et d'un Impôt complémentaire sur le Revenu en Algérie. (Gouvernement Général de l'Algérie, Délégations Financières, session de mai 1918).

II. — OUVRAGES GENERAUX.

Edgard ALLIX. — Traité Elémentaire de Science des Finances et de Législation Financière.

ALLIX et LECERCLE. — Les Impôts français. L'Impôt sur le Revenu, Impôts cédulaires, et Impôt Général.

Pierre BAYARD. — Les Effets de l'Inflation sur le Bilan au point de vue fiscal.

Jean BLOTTIERE. — Les Productions Algériennes.

- H.-J. BONN. — La Destinée du Capitalisme Allemand.
COURNOT. — Théorie des richesses.
Octave DUPOND. — Les Délégations Financières.
E.-F. GAUTIER. — L'Evolution de l'Algérie de 1830 à 1930. Cahier du Centenaire.
GERMAIN MARTIN. — Les Finances Publiques de la France, et la Fortune privée 1914-1925.
Charles GIDE. — Cours d'Economie Politique.
Arthur GIRAULT. — Principes de Colonisation et de Législation Coloniale.
Georges HERSENT. — La Bataille Economique.
Gaston JEZE. — Cours de Science des Finances et de Législation Financière.
Gaston JEZE. — Cours de Finances Publiques. (1933-1934).
Emile LARCHER et RECTENWALD. — Traité Elémentaire de Législation Algérienne.
Marcel MARION. — Les Impôts Directs sous l'ancien Régime.
MILLIOT. — Cours de Législation Algérienne, Marocaine et Tunisienne.
PREVOST PARADOL. — La France Nouvelle.
MM. PRIEUR, GAILLOT, GAILLARD. — Répertoire Pratique des Impôts Directs.
P. REBOUD. — Précis d'Economie Politique.
Adam SMITH. — Richesses des Nations.
Maurice VIOLETTE. — L'Algérie vivra-t-elle ?
A. WAGNER. — Traité de la Science des Finances.
-

THESES.

- DUGLOS. — Contribution à l'Etude de la Réforme Administrative de l'Algérie. Thèse Alger 1921.
PASSERON. — Les Grandes Sociétés et la Colonisation dans l'Afrique du Nord. Thèse Alger, 1925.

PERIODIQUES.

- « L'Annuaire de la Viticulture » (1933). « Les Vins Algériens ».
 - « Feuillet de Documentation Pratique d'Impôt direct ».
 - « Journal des Sociétés Civiles et Commerciales ».
 - « La Réforme Fiscale ». — Contributions Directes. — Impositions locales et Nationales par le Syndicat des Membres de l'Administration des Contributions Directes.
 - « Le Tableau Fiscal et Juridique ».
 - « L'Information ».
 - « Le Temps ».
-

